



POLYTECH[®]
TOURS

Département Aménagement



Ecole d'ingénieurs
polytechnique
de l'université de Tours

CITERES
UMR 6173
Cités, Territoires,
Environnement et Sociétés

Equipe IPA-PE
Ingénierie du Projet
d'Aménagement, Paysage,
Environnement

Projet de Fin d'Etudes

**LA TRANSCRIPTION DE L'HISTOIRE
DANS LES INSTITUTIONS
PATRIMONIALES :
VERS LA RECONCILIATION SERBO-
CROATE ?**



HERVE Clémentine

2010-2011

Directeur de recherche
BLONDEL Cyril

**La transcription de l'histoire dans
les institutions patrimoniales : vers
la réconciliation Serbo-croate ?**

2010-2011

**Directeur de recherche
BLONDEL Cyril**

HERVE Clémentine

AVERTISSEMENT

Cette recherche a fait appel à des lectures, enquêtes et interviews. Tout emprunt à des contenus d'interviews, des écrits autres que strictement personnel, toute reproduction et citation, font systématiquement l'objet d'un référencement.

L'auteur (les auteurs) de cette recherche a (ont) signé une attestation sur l'honneur de non plagiat.

FORMATION PAR LA RECHERCHE ET PROJET DE FIN D'ETUDES

La formation au génie de l'aménagement, assurée par le département aménagement de l'Ecole Polytechnique de l'Université de Tours, associe dans le champ de l'urbanisme et de l'aménagement, l'acquisition de connaissances fondamentales, l'acquisition de techniques et de savoir faire, la formation à la pratique professionnelle et la formation par la recherche. Cette dernière ne vise pas à former les seuls futurs élèves désireux de prolonger leur formation par les études doctorales, mais tout en ouvrant à cette voie, elle vise tout d'abord à favoriser la capacité des futurs ingénieurs à :

- Accroître leurs compétences en matière de pratique professionnelle par la mobilisation de connaissances et techniques, dont les fondements et contenus ont été explorés le plus finement possible afin d'en assurer une bonne maîtrise intellectuelle et pratique,
- Accroître la capacité des ingénieurs en génie de l'aménagement à innover tant en matière de méthodes que d'outils, mobilisables pour affronter et résoudre les problèmes complexes posés par l'organisation et la gestion des espaces.

La formation par la recherche inclut un exercice individuel de recherche, le projet de fin d'études (P.F.E.), situé en dernière année de formation des élèves ingénieurs. Cet exercice correspond à un stage d'une durée minimum de trois mois, en laboratoire de recherche, principalement au sein de l'équipe Ingénierie du Projet d'Aménagement, Paysage et Environnement de l'UMR 6173 CITERES à laquelle appartiennent les enseignants-chercheurs du département aménagement.

Le travail de recherche, dont l'objectif de base est d'acquérir une compétence méthodologique en matière de recherche, doit répondre à l'un des deux grands objectifs :

- Développer tout une partie d'une méthode ou d'un outil nouveau permettant le traitement innovant d'un problème d'aménagement
- Approfondir les connaissances de base pour mieux affronter une question complexe en matière d'aménagement.

REMERCIEMENTS

Probablement plus que beaucoup de projets de fin d'études, ce mémoire est le résultat de rencontres et de coopérations particulièrement enrichissantes.

A ce titre, je tiens à remercier en premier lieu Cyril Blondel, doctorant au département Aménagement de l'école polytechnique de Tours et tuteur de ce projet. Loin de s'être contenté de le superviser, il a porté un réel intérêt à mon travail, se montrant extrêmement disponible et d'excellent conseil. Son accompagnement et ses encouragements m'ont permis de prendre un réel plaisir à l'élaboration de ce projet.

Ma reconnaissance va également à Aude WWE, Cyril In Frais, Jonathan Piballe, Magre Candirou, Mama, Mamie Help me Lucette, Mathia Ours d'eau, Moino Slavuj et Romaric Foin, membres du groupe d'atelier Serbie-Croatie. Leurs compétences avérées en enquête de terrain m'ont été précieuses. M'ont également été précieux le soutien moral et l'aide que m'a fourni Koikoi Benjou, en particulier dans les derniers temps de ce travail.

Je souhaite remercier, pour leur disponibilité et pour la franchise et la pertinence de leurs réponses les différentes personnes rencontrées au cours du travail de terrain. Je tiens tout particulièrement à faire part de ma gratitude à Hana et sa famille ainsi qu'aux étudiants d'IDnet pour leurs chaleureux accueils dans leurs pays respectifs. Merci également à Nada, Irena et Kristina pour leur aide.

SOMMAIRE

Remerciements 5

Introduction 7

Partie 1 : La Serbie et la Croatie, le lendemain difficile d'une guerre dite interethnique

.1. L'histoire Serbo-croate conditionne fortement les relations institutionnelles et interpersonnelles actuelles 10

1.1. *Un nationalisme né sous les dominations Ottomanes et Austro-hongroise 10*

1.2. *La Serbie et la Croatie au XXème siècle 11*

1.3. *La normalisation des relations et l'entrée en Europe 13*

.2. La construction identitaire en Serbie et Croatie 16

2.1. *La construction identitaire, l'ethnicité et leur utilisation nationaliste 17*

2.2. *Le lien entre la construction des identités et la mémoire 23*

2.3. *L'importance de l'espace dans la construction identitaire 27*

Partie 2: Proposition pour l'étude de l'impact des représentations mémorielles sur les relations interethniques

1. La définition d'un périmètre d'étude pertinent 32

1.1. *Le territoire transfrontalier : un concentré des enjeux de réconciliation 32*

1.2. *Un territoire transfrontalier riche de son particularisme historique 33*

1.3. *Un focus sur des territoires urbains 34*

.2. Par quel biais comprendre et analyser les institutions mémorielles ? 36

2.1. *Des points forts à étudier 36*

2.2. *Quelles entrées pour une étude qualitative du sujet ? 38*

Partie 3: Une analyse de la transcription de la mémoire dans l'espace public

1. Les lieux mémoriaux participent à la cristallisation des rancœurs 43

1.1. *Une omniprésence de la guerre dans l'espace public Croate 43*

.2. Une représentation qui n'est pas toujours le relais de réalités mémorielles 67

2.1. *Une mémoire collective radicalisée par les enjeux politiques 67*

2.2. *Les mémoires individuelles comme élément de déstabilisation du modèle collectif 69*

.3. Propositions 70

3.1. *La sphère politique doit participer à un changement de paradigme identitaire. 71*

3.2. *Une stratégie mémorielle est à mettre en place 72*

3.3. *Les potentialités offertes par l'entrée en Europe et la construction de l'identité Européenne 74*

CONCLUSION 75

BIBLIOGRAPHIE 76

TABLES DES ILLUSTRATIONS 80

INTRODUCTION

En proie à de violents conflits dans les années 1990, les pays des Balkans ont longtemps été au cœur de l'actualité internationale récente. Alors que l'Union Européenne allait de plus en plus loin dans l'intégration -à la fois de nouvelles normes communes et de nouveaux membres-, et dans l'effacement de ses frontières internes, à l'autre bout de l'Europe, les Etats de la Yougoslavie s'entre déchiraient. Les années 1990 ont été marquées par la désintégration de ce pays, à tel point que certains mots de vocabulaire sont apparus, hérités de ces événements. Balkaniser signifie « diviser en Etats autonomes un ensemble territorial ou politique, afin de profiter des divisions ainsi créées » ou encore « fractionner une administration, une institution et la rendre inefficace ». Un tel processus illustre l'incapacité de la communauté internationale à comprendre les signes du conflit. En inventant un nouveau vocabulaire, on considère que rien de connu jusqu'à ce jour n'égalait ce conflit barbare, d'un genre nouveau, qu'il fallait exclure, différencier de la modernité occidentale. Si la communauté internationale s'est très vite sentie concernée par les conflits, elle n'a pas su intervenir dans un premier temps, laissant les premiers conflits dégénérer dans l'horreur avant finalement, tardivement, d'intervenir directement. L'Europe s'est peu engagée dans ces interventions. Le bilan de son action est plus que mitigé : de nombreux massacres ont été perpétrés sans qu'elle ne puisse les empêcher. Les observateurs s'accordent à dire que la communauté internationale a pêché par ignorance, s'indignant sans réellement comprendre les raisons de ces conflits et sans trouver un moyen efficace pour y mettre fin.

Rapidement, les conflits sont qualifiés d'interethniques, puisqu'opposant les nationalités, dispersées sur le territoire ex-Yougoslave. Ces différentes nations se sont battues pour imposer des projets nationalistes proposant des visées territoriales ambitieuses et contradictoires à ce qu'ils jugeaient être leur territoire national.

Aujourd'hui, les frontières de ces derniers nés des Etats Européens sont en partie stabilisées. L'heure est désormais à la réconciliation et à la reconstruction économique. Si des sujets de conflits subsistent (au Kosovo en particulier) certains Etats peuvent prétendre aujourd'hui à l'intégration à l'Union Européenne. Le plus riche et le plus épargné d'entre eux par les conflits, la Slovénie, est parvenu rapidement à intégrer les 27. Désormais, ce sont la Croatie, candidate officielle depuis juin 2004 et la Serbie toujours candidate potentielle qui sont les mieux placées pour bénéficier d'un élargissement prochain de L'Union. Le processus d'intégration est ressenti comme trop long par les Croates et les Serbes. Cette lenteur provient en partie de la hauteur des exigences européennes en particulier quant à la stabilisation des pays et à l'instauration de nouveaux droits pour les minorités ethniques. La Serbie se voit également reprocher leur manque de compliance par exemple en ce qui concerne l'arrestation de criminels de guerre.

Les événements des années 1990 ne sont donc pas encore envisagés sereinement dans la région. L'importance de ces événements dans les esprits semble encore forte et mobilise de nombreux chercheurs et ONG. Il s'agit avant tout d'encourager la

cohabitation des différentes ethnies sur le territoire et de favoriser une réconciliation interethnique.

Dans ce travail de réconciliation, le rapport au conflit et aux événements qui y ont mené sont importants à analyser. Ce travail de recherche s'inscrit dans cette problématique. Toutefois, l'originalité de ce travail lui est conférée par l'approche particulière adoptée : celle d'un aménageur du territoire. Dans ce contexte, nous nous attacherons à étudier la façon dont est retranscrit le souvenir des événements récents dans l'espace public Serbo-croate. Nous avons choisi quatre terrains d'études à la frontière Serbo-croate : les villes de Osijek, Vukovar (en Croatie) et Novi Sad (en Serbie).

La problématique centrale de notre recherche est : Dans quelle mesure les institutions patrimoniales contribuent-elles au rapprochement interethnique dans l'espace transfrontalier ?

Le présent rapport tentera de répondre à cette question de recherche en suivant la démarche suivante : la première partie sera consacrée à l'étude précise du contexte de recherche ainsi qu'à la justification de la pertinence de la problématique posée. Pour ce faire, après une présentation du contexte historique, la notion d'identité sera interrogée et mise en lien avec la théorie produite sur le patrimoine et le rapport affectif à l'espace. Dans une deuxième partie, l'accent sera mis sur le travail de terrain, avec la présentation de territoire d'étude : les villes d'Osijek, Vukovar, Subotica et Novi Sad ainsi que sur les méthodes utilisées pour l'enquête. La dernière partie de ce travail consistera en la présentation des résultats obtenus sur le terrain, couplée à une proposition d'analyse.

Cette étude, qui s'articule avec le travail actuellement mené par Cyril Blondel dans le cadre de sa thèse ayant pour objet l'impact de la coopération transfrontalière sur le processus de réconciliation interethnique en Serbie et Croatie, a bénéficié de l'avancement de ces travaux. Elle se positionne dans le prolongement du travail produit dans le cadre d'un atelier d'étude sur ce même sujet, réalisé en février 2011. Le présent rapport mobilisera également une partie des résultats de cette précédente étude.

Eclaircissements :

Tout au long de ce rapport, lorsque que le mot *Croate* (resp *Serbe*) sera employé, il fera référence à l'ethnie (le savoir faire croate (resp serbe)=le savoir faire propre à l'ethnie croate (resp serbe)), tandis que *en/de Croatie* (resp *Serbie*), il sera fait référence à ce que contiennent les limites Etatiques (les fleuves de Croatie...). Ainsi, il sera question de croates (personne ayant la nationalité et la citoyenneté croate), de serbes (personne ayant la nationalité et la citoyenneté serbe), de croates de Serbie (personne ayant la nationalité croate et la citoyenneté serbe) ainsi que de serbes de Croatie (personne ayant la nationalité serbe et la citoyenneté Croate). (Pour la différence entre nationalité et citoyenneté, cf 1^{ère} partie, 2.1. c) Les deux conceptions de la nation)

NB : cas où il n'y aura pas lieu de faire de distinction : le gouvernement (les ethnies n'ont pas de gouvernement) et la langue (qui sont considérés comme des marqueurs ethniques)

PARTIE 1

LA SERBIE ET LA CROATIE : LE LENDEMAIN DIFFICILE D'UNE GUERRE DITE INTERETHNIQUE

.1. L'histoire Serbo-croate conditionne fortement les relations institutionnelles et interpersonnelles actuelles

Cette étude débutera par un rappel de l'histoire des Balkans et de la Croatie et Serbie en particulier. Ce rappel vise à comprendre les racines des conflits Serbo-croate, qui pèse encore particulièrement aujourd'hui particulièrement fort à la fois sur l'économie et sur les mentalités de la région. Son intérêt est donc double : il permet de comprendre le contexte d'étude et d'en expliciter le sujet, puisqu'ayant pour objet la réconciliation entre Serbes et Croates. Un exposé d'histoire n'étant pas le but de ce projet, le rappel porte en particulier sur des points précis : les occupations Ottomanes et Austro-hongroises, ainsi que l'histoire récente depuis 1945. Ces épisodes, nous verrons pour quelles raisons, ont une importance particulière.

1.1. Un nationalisme né sous les dominations Ottomanes et Austro-hongroise

Depuis le XIV^{ème} siècle jusqu'au milieu de XIX^{ème}, les territoires des actuelles Croatie et la Serbie ont été sous occupation ottomanes et austro-hongroises.



Carte 1 : Les frontières des empires ottoman et austro-hongrois au XVIII^{ème} siècle
(source : académic)

A ce moment là, il n'y avait pas de différences ou de distinctions faites entre les Serbes, Croates.... Le point de conflit était la religion (Eglise Slave et Eglise occidentale) et non la nationalité (qui n'existait pas). Au 19^{ème} les gens ont commencé à se déclarer Croates (catholiques) ou Serbes (orthodoxes). Comme l'Eglise Orthodoxe

n'était pas très puissante, un certain nombre d'habitants de la région se sont convertis à l'Islam, sous l'occupation ottomane. Pour protéger leur religion, certains catholiques ont immigrés vers la Croatie.

Les premiers conflits dans la région étaient dirigés vers les puissances étrangères : les révoltes contre l'empire turc : il s'agit des premières manifestations de nationalisme serbe (Garde, 2010).

1.2. La Serbie et la Croatie au XX^{ème} siècle

Les batailles dans l'Empire Ottoman et la Première Guerre Mondiale¹ ont vu la Serbie s'imposer en tant que puissance majeure de la région des Balkans.

a) L'entre-deux guerres

Malgré, en 1918, la mise en place du Royaume des serbes, croates et slovènes, des divergences d'opinion apparaissent entre les peuples. L'adoption de la Constitution de 1921 ne s'est pas faite sans l'opposition de certains partis politiques² (Krulic, 1993). Suite à l'assassinat de Radic³ en 1928, Alexandre Ier (roi de la Yougoslavie) met fin à la Constitution de 1921, dissout le parlement et met en place un régime monarchique : le « *Royaume de Yougoslavie* », dans lequel il s'octroie tous les pouvoirs.

Les Balkans occidentaux de l'entre-deux guerres ont connu une forte instabilité politique et ont vu naître une véritable opposition entre serbes et croates, confortée par la mise en place de l'ethno-nationalisme⁴ (Gossiaux, 2002). Les différentes nationalités (ethnies) s'opposent les unes aux autres dans un conflit pour la domination politique.

b) La Seconde Guerre Mondiale

C'est donc une Yougoslavie fragile qui entre dans la 2^{ème} Guerre Mondiale. Elle est neutre jusqu'en 1941, date à laquelle elle est envahie par les nazis. La Croatie met en place un régime pro-nazi (mené par Anté Pavelić, le fondateur du mouvement des Oustachis⁵) alors que la Serbie est occupée et retrouve ses frontières d'avant 1912. Les Oustachis mènent des campagnes de massacre des opposants communistes, des juifs et des serbes de Croatie. Sous l'occupation allemande, deux mouvements s'opposent : les Tchetsniks de Mihajlović, partisans d'une monarchie nationaliste, et les Partisans de Tito, revendiquant une fédération communiste de républiques. C'est finalement Tito et ses partisans qui s'imposent et la Yougoslavie devient un Etat communiste sous la forme d'une fédération de républiques et de peuples⁶ (Garde, 2010). Six peuples sont fédérés (slovènes, croates, serbes, monténégrins, macédoniens et, plus tard, la communauté

¹ La Serbie a combattu avec les alliés pendant la Première Guerre Mondiale alors que la Croatie (croates et serbes) et la Slovénie étaient du côté de l'Axe jusqu'à la déclaration de Corfou en 1917, unissant les peuples serbes, croates et slovènes.

² Certaines institutions croates ont été supprimées pour pouvoir mettre en place le « *Royaume de Yougoslavie* »

³ Radic était le président-fondateur du Parti Paysan Croate Républicain qui s'opposait au gouvernement central. Il est assassiné en plein parlement par un monténégrin.

⁴ L'ethno-nationalisme est un nationalisme utilisant le langage de l'ethnie. Chaque Nation donc chaque ethnie doit disposer d'un Etat et d'un territoire. La nationalité est donc une projection politique de l'ethnie.

⁵ Le mouvement Oustachis se développe en Croatie à partir de 1921, pour contrer la domination Serbe en Yougoslavie. C'est un mouvement antisémite, fasciste, anti-Yougoslave et séparatiste. Il agit dans un premier temps à travers le terrorisme.

⁶ La Yougoslavie de Tito différenciait les républiques et les peuples. Ainsi, un individu peut être, par exemple, ressortissant de la République de Serbie sans être serbe et inversement.

musulmane) et 2 minorités sont reconnues : les albanais (présents en Macédoine et au Kosovo) et les hongrois en Voïvodine¹ (Gossiaux, 2002).

c) Le régime de Tito

Le régime de Tito s'est tantôt rapproché, tantôt éloigné du modèle soviétique. En 1954, la Yougoslavie rejoint le mouvement des pays non-alignés, avec pour but principal de se protéger de l'influence des Etats-Unis et de l'URSS. En 1974, une nouvelle Constitution décentralisatrice est adoptée. Elle laisse d'avantage d'autonomie et de pouvoir à chacune des Républiques de Yougoslavie, ce qui est un des facteurs explicatifs de la montée des nationalismes (Garde, 2010).

Après la mort de Tito, les nationalismes montent progressivement en puissance jusqu'à ce qu'un parti nationaliste accède au pouvoir en Serbie (Slobodan Milošević) et en Croatie (avec Franjo Tuđman). Ces nationalismes ont contribué à l'affaiblissement progressif de la Yougoslavie. Au fur et à mesure, le pouvoir de Milošević, et donc des Serbes sur la Yougoslavie grandit.

d) L'indépendance et la période de conflit

Le 25 juin 1991, la Slovénie et la Croatie se déclarent indépendantes. L'armée Yougoslave, poussée par Slobodan Milošević intervient. Les forces Yougoslaves se retirent rapidement de la Slovénie et se concentrent sur la Croatie. Elles effectuent alors un véritable « *nettoyage ethnique* » sur un tiers du territoire. Sous le couvert de protéger la minorité serbe présente en Croatie, le but est de créer un grand Etat serbe ethniquement pur en conquérant tous les territoires sur lesquels des minorités serbes sont présentes. Dans le même temps, la Bosnie-Herzégovine se déclare elle-aussi indépendante : c'est la fin de la Yougoslavie de Tito (Garde, 2010). La violence des conflits de cette période pousse la communauté internationale à intervenir, et en 1992, les accords de Dayton et d'Erdut sont signés. (Weibel, 2002)

Entre 1992 et 1993, en Bosnie-Herzégovine², les minorités croates combattent les Serbes aux côtés des musulmans. De 1993 à 1994, elles engagent les hostilités contre ces mêmes musulmans dans l'optique de s'étendre en Bosnie. Sous la médiation des Etats-Unis, une fédération croato-musulmane est créée et affronte les serbes de Bosnie. Les pressions américaines mettent fin au conflit en 1994. Les accords de Dayton, en 1995, sont ensuite signés par la Serbie, la Croatie (qui a reconquis ses territoires occupés par les serbes avec l'aide des Etats-Unis) et la Bosnie-Herzégovine (Weibel, 2002).

Mais la situation au Kosovo n'a pas été prise en compte par ces accords et on assiste à l'apparition d'une résistance armée albanaise qui sera immédiatement suivie d'un « *nettoyage ethnique* » des serbes sur les albanais. Les bombardements de la Serbie par l'OTAN forcent les serbes à aboutir à un accord international au Kosovo, en 1999 (Garde, 2010).

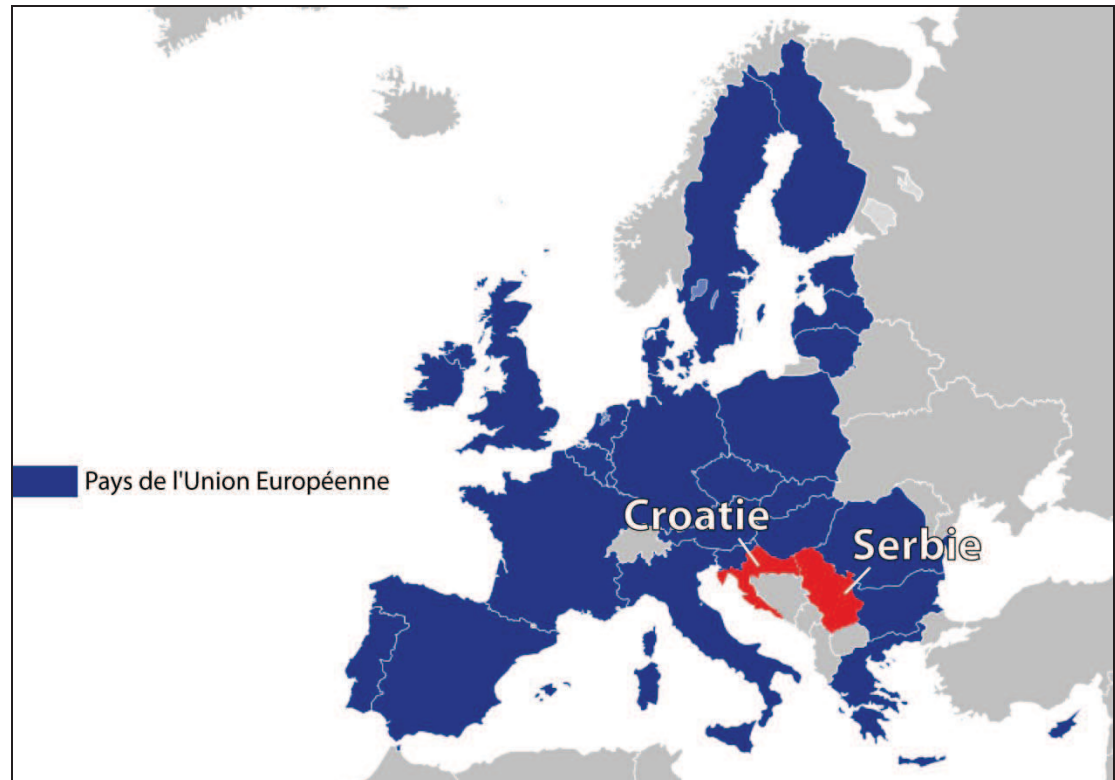
¹ Le Kosovo et la Voïvodine sont alors des provinces autonomes de Serbie.

² La Bosnie-Herzégovine a été déclarée indépendante en 1992 sous l'exigence de l'UE d'établir un référendum

1.3. La normalisation des relations et l'entrée en Europe

a) La position Européenne

Avec la chute du communisme, il a fallu commencer à envisager le « retour en Europe » des Balkans (recréations de relations diplomatiques, économiques...). Rupnik fait l'historique de la politique Européenne vis-à-vis des Balkans.



Carte 2 : Les frontières stabilisées de pays prêts à rentrer en Union Européenne

La proximité géographique des Balkans avec l'Europe suffit pour justifier l'intérêt géopolitique qu'elle leur porte et la complexité de leurs relations.

Pendant et après la guerre, différentes politiques sécuritaires sont mises en place :

- hard security : (interventions sur le terrain de conflit) la politique étrangère et de sécurité commune (PESC, définie par Maastricht) a été un échec. Il n'existe pas d'entente entre les Etats (conflits internes notamment France/Allemagne), ni de projection de la puissance armée. Les interventions de l'OTAN priment.
- soft security : (contrôle des frontières). L'économie grise (économie informelle) de la région étant importante (40 à 50%), l'Union Européenne a mis en place une politique sécuritaire très stricte, qui a eu d'avantage de mauvais effets (jeunes souhaitant étudier à l'étranger bloqués dans leurs pays, limitation des contacts avec l'Union Européenne qui auraient pu être en faveur de l'europanisation) que d'effets sur les trafics (Rupnik, 2007).

Après la guerre, l'enjeu a donc été de rétablir la coopération de part et d'autre des frontières.

- Pax Europea¹ : sur la région, les accords mettant en œuvre la Pax Europea intégraient aussi les objectifs du TPIY (Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie) et des objectifs sur le respect des droits des minorités.

¹ Modèle européen de maintien de la paix grâce à une interdépendance économique

L'Europe s'est investie dans les Balkans par l'intermédiaire du pacte de Stabilité pour l'Europe de l'Est (1999), promouvant :

- La démocratie et droits de l'homme
- Une reconstruction économique, un développement et une coopération
- La sécurité

Le rétablissement des coopérations transfrontalières a été d'autant plus difficile que même avant la guerre le commerce intra-Yougoslavie était faible. Il existait alors quelques accords bilatéraux de libre échange mais rien de plus, car les échanges se faisaient directement avec des pays plus riches (Rupnik, 2007).

Dans la région, l'Union Européenne a l'image d'une échappatoire aux Balkans qui sont symboles de pauvreté, de faiblesse économique, et qui ont une mauvaise image internationale (Garde, 2004)... Aujourd'hui encore, la région est ressentie comme instable. C'est pourquoi l'Union Européenne est perçue comme le « *pourvoyeur de sécurité* ». L'instabilité reste présente dans la conscience collective. Par exemple, en Serbie, 29% de la population s'attend à une reprise des conflits (Rupnik 2007).

Mais la structure des accords internationaux fait que la coopération est vécue comme un moyen d'accéder à l'Union Européenne et non comme une fin en soi. En effet, les ASA¹, qui sont signés de manière bilatérale entre un Etat et l'Union Européenne, contiennent une clause imposant la signature d'accords de coopération avec un autre pays de l'ex-Yougoslavie. Ces accords, arrivés après le pacte de Stabilité, poussent les États des Balkans occidentaux à adopter une stratégie plus individuelle avec mise aux normes démocratiques et passage à l'économie de marché. Les accords économiques bilatéraux entre deux pays de l'ex-Yougoslavie sont d'ailleurs souvent rompus dès l'accession d'un des deux Etats à l'Union Européenne.

Désormais, il existe une réelle volonté d'« *européaniser*² » la région, dans le but de la sortir définitivement de son instabilité et instaurer la démocratie. Cette « *européanisation* » dépendra de la puissance structurelle de l'Union Européenne grâce à sa capacité à exporter son modèle économique, institutionnel et sécuritaire. Pour ce faire, les accords économiques et financiers ont toujours été utilisés dans les relations diplomatiques. Ils n'ont cependant pas empêché l'éclatement de l'ex-Yougoslavie.

Après la guerre, l'Union Européenne a établi une forme de protectorat pour les Balkans : d'abord sous la forme d'ASA, puis du statut de candidat potentiel à l'intégration. Ce statut était alors un nouveau moteur pour accélérer les processus de stabilisation de la région. Pour obtenir ce statut, les pays ont mis en œuvre d'importantes réformes, institutionnelles notamment, afin de devenir « *euro compatibles* ». L'objectif européen n'était jusqu'à présent (fin années 2000) pas officiellement remis en cause, même par les dirigeants et politiques nationalistes. Cependant, la réalité du terrain est plus compliquée. En janvier 1996 en Croatie, par exemple, Hans Koschnik a été lynché par les croates de Mostar car il avait été nommé maire provisoire par l'Union Européenne. De même, en avril 1996, Tudjman a déclaré aux journalistes croates qu'il était intolérable de privilégier l'intégration européenne sur les intérêts nationaux.

« *Ce qui est difficile à admettre dans l'espace croate, c'est la limitation effective du pouvoir par les règles de droit, l'acceptation effective d'un espace public pluraliste, où l'opposition soit perçue comme un fait habituel et normal et non un complot de puissances infernales (étrangères) ennemies du peuple croate.* » (Krucic, 1993)

Ainsi, la politique de pré-adhésion ressemble d'avantage à une politique de voisinage. En effet, la perspective d'intégration dans l'Union Européenne décline de plus en plus

¹ Accords de stabilisation et d'association, perçus comme un prélude au processus d'intégration

² Rappel : l'UE est très impliquée dans la région à cause de la proximité géographique du désordre et de la menace que représentent les nationalismes régionaux pour son modèle.

en fonction du temps, en particulier depuis que la crise fragilise l'Europe¹ et entraîne une montée de l'euro-scepticisme.

Des problèmes liés aux protectorats persistent dans la région. En Bosnie-Herzégovine et au Kosovo, où les protectorats sont plus poussés, les dirigeants proclamés se sont rapidement révélés néfastes : ils se sentaient d'abord dans l'obligation de rendre des comptes devant la communauté internationale, puis devant la pègre locale, qui conservait un pouvoir important, puis en dernier lieu devant le peuple. Au contraire, lorsque des dirigeants sont directement élus, ils ont d'abord des responsabilités envers leurs électeurs. Ceci montre la difficulté d'instaurer la démocratie avec des méthodes autoritaires.

b) L'Union Européenne et la construction d'Etats-nation dans les Balkans²

Après qu'un pays est connu la guerre, il passe par deux phases de reconstruction : une première phase de stabilisation du pays, d'aide humanitaire, de reconstruction des infrastructures, etc., puis une seconde phase de mise en place des institutions économiques, politiques, etc.

L'Union Européenne a contribué à l'instauration d'Etats-nations et a donc favorisé la fragmentation en micro-Etats, ce qui est paradoxal puisqu'à l'Ouest elle a favorisé l'érosion des frontières. Les accords de Dayton prévoyaient la paix par la séparation des communautés. Aujourd'hui on tente de l'instaurer grâce à la diffusion d'un modèle multiculturel et à la diminution de l'impact des frontières. L'Europe se positionne donc aujourd'hui comme fédératrice. Un pouvoir référant comparé à un « *substitut d'empire* » (Rupnik, 2007).

L'Europe doit donc se positionner diplomatiquement : protectorat avéré, ou lié à un processus d'intégration, politique de voisinage (forcément moins efficace en terme de diffusion des normes), politique d'intégration bilatérale (qui jusqu'à présent a été contradictoire avec les logiques de coopération) ou régionalisée... Pour certains observateurs, l'intégration des Balkans et la stabilisation de la région pourrait devenir l'une des plus belles réussites diplomatiques de l'Union Européenne, cependant le processus n'en prend pas encore concrètement la voie.

c) Les avancées des gouvernements dans le processus de réconciliation

Largement motivées par l'Union Européenne et la perspective d'adhésion, la Croatie et la Serbie tentent d'instaurer des rapports de bon voisinage. Première étape de la coopération : les Accords de Stabilisation et d'Association, qui ont permis un rapprochement des deux pays.

Conscient qu'ils ne pouvaient se permettre d'attendre les autres pays des Balkans, les Présidents croates, Mesić puis Josipović, se sont engagés dans la mise en place d'un processus de réconciliation avec les autres Etats de la région. Mesić fut le premier à se rendre à Belgrade en septembre 2003, pour la première visite d'un Président croate en Serbie. En 2010, les visites se sont multipliées. Le nouveau Président croate, Josipović,

¹ La crise a fait s'effondrer en partie les économies les plus fragiles, obligeant l'UE à les financer : les pays financeurs s'estiment une fois de plus grands perdants de l'UE. La mondialisation étant accusé de la déstabilisation des économies européennes, l'assimilation de l'UE à la mondialisation est une raccourci facile et pratique à utiliser pour les nationalistes. Comment peut-elle intégrer de nouveaux membres dans un contexte de crise qui favorise un repli nationaliste ?

² La diplomatie mondiale fonctionne entre Etats-nation (cependant l'UE a d'énormes difficultés à parler d'une voix unie), or après la guerre les limites des Etats étaient plutôt floues...

a tout d'abord rendu visite à son homologue serbe en Juillet 2010, ceci dans le but d'une réflexion commune sur l'amélioration des relations bilatérales serbo-croate (gestion du retour des réfugiés, identification des personnes disparues, coopération dans la lutte contre le crime organisé). Récemment, serbes et croates ont intensifié leur collaboration dans le jugement des crimes de guerre. Un autre fait marquant du processus de réconciliation sont les hommages respectifs aux victimes serbes et croates. Tout d'abord, Josipović a participé à l'inauguration d'un monument commémoratif pour les victimes serbes de Krajina. A cette occasion, le Président croate a réaffirmé sa volonté de créer une société croate « *meilleure et plus juste* ». Puis, en réponse à cette visite, le Président serbe, Boris Tadić, s'est rendu à Vukovar, lieu symbolique de la guerre d'ex-Yougoslavie. Ce 4 novembre 2010 restera un moment fort de la réconciliation serbo-croate, à l'image de la rencontre entre le Président français, François Mitterrand, et le Chancelier allemand, Helmut Kohl en septembre 1984. Tadić a alors clamé le « *pardon et exprimé sa peine, afin de permettre que les serbes et les croates, la Serbie et la Croatie puissent enfin ouvrir une page nouvelle de leur histoire* ». A cette occasion, le ferry qui relie Vajska, en Serbie, à Vukovar, en Croatie, a même été ré-ouvert, comme un symbole des échanges redevenus possible entre les deux pays. Cependant, bien que la majorité des observateurs politiques aient perçu positivement cette rencontre, il n'en fut pas de même pour les habitants. Les représentants des familles de victimes ont tourné le dos aux Présidents serbes et croates en signe de protestation. Cet exemple montre une fois encore que la réconciliation n'est bien entendu pas uniquement un processus institutionnel, mais que la perception par les habitants constitue un enjeu majeur de sa réussite. L'ouverture du dialogue entre dirigeants est un grand pas mais elle n'assure pas à elle seule la réconciliation et le pardon mutuel des populations.

A l'échelle locale, le Maire de Vukovar, Zeljko Sabo (élu le 31 mai 2009, parti social démocrate SDP), s'affiche comme fervent défenseur de la lutte contre la ségrégation ethnique entre serbes et croates. Ambitions que les extrémistes, encore influant dans tout le pays, ne partagent pas. Vukovar, par sa symbolique et son histoire, représente à la fois un lieu clé de la réconciliation et un espace où les tensions sont encore largement visibles. Depuis la réouverture des écoles, les enfants se séparent encore en deux groupes, les croates d'un côté et les serbes de l'autre. Or, les jeunes sont perçus comme une des clés de la réconciliation. C'est pourquoi des initiatives de rencontre sont mises en place. On peut trouver dans la ville des graffitis aux tendances nationalistes ou voir des jeunes s'affronter dans les cours d'école. Les noms des rues deviennent également sujets de débats houleux. (Barbier et als, 2011)

Le processus de réconciliation est donc en apparence engagé par les institutions locales et internationale, mais des oppositions persistent, notamment de la part des nationalistes croates et surtout des familles de victimes, qui considèrent aujourd'hui que la réconciliation serbo-croate ne doit pas s'établir. (Barbier et als, 2011)

.2. La construction identitaire en Serbie et Croatie

Ces rappels de faits historiques introduisent de notions telles que celles de l'ethnicité, les conflits ethniques. La partie qui suit vise à questionner ces notions afin de mieux appréhender la nature du conflit ex-Yougoslave. Au delà de cela, il nous pousse à considérer le processus de réconciliation. Comment est-il possible d'envisager un rapprochement interethnique aujourd'hui ? Que faire de ce lourd passif de guerre ?

La notion d'ethnicité apparaît rapidement comme étant très lié avec la notion

d'identité collective. Il conviendra donc d'interroger tout d'abord cette notion.

2.1. La construction identitaire, l'ethnicité et leur utilisation nationaliste

a) La construction du fait collectif et l'identité

Dans un premier temps, il nous faut rappeler que la notion d'identité oscille entre une vision figée et déterministe (appartenance aux théories naturalistes primordialistes) et une vision dite constructiviste (appartenance aux théories dite sociales). La première vision est dite comme étant l'utilisation commune de l'identité, qui permettrait d'« *exprimer ce qui chez soi ou chez les autres ne bougerait pas* » (Avanza et al, 2005). Cette vision est notamment utilisée dans le cadre de revendication identitaire, dans un contexte politique. Les constructivistes défendent la thèse selon laquelle l'identité d'un individu ou d'un groupe ne se limite pas à un ensemble de caractère acquis à la naissance, mais évolue au fil du temps. Cette évolution est également qualifiée d'interactionniste car cette évolution est guidée en partie par des facteurs externes à l'individu : le contexte sociopolitique de l'époque, son histoire personnelle... Cependant, pour un certain nombre de chercheurs, cette vision constructiviste de l'identité ne suffit pas pour pouvoir utiliser le terme dans une recherche, du fait des connotations qu'il porte. De plus ce terme mêle la notion de construction instrumentalisée par la politique et la façon dont les populations vivent leur identité, s'approprient une identité.

Les notions que nous avons abordées jusqu'ici résultaient de réflexions menées sur les individus. Pour être capable d'étudier la notion d'ethnicité ou la notion de mémoire collectives, il nous semble important de revenir sur le lien entre l'individu et le groupe. D'après Candau (1998), l'anthropologue est un « guetteur embusqué au point de passage entre l'individu et le groupe ». Deux théories s'affrontent sur le sujet : celle de l'individualisme méthodologique et celle du holisme. Selon le courant l'individualiste, la société ne peut être comprise qu'à travers l'étude des individus et des interactions qu'il y a entre eux. Le fait social ne résulte que de l'action des individus. Au contraire, le holisme défend la thèse selon laquelle l'individu ne peut être compris qu'à partir de l'étude de la société qui la compose. Plus simplement, la société est d'avantage que la somme des individus qui la composent. Dans nos sociétés contemporaines, nombre de chercheur envisagent l'effacement de l'importance du groupe, par augmentation de sa réflexivité par rapport aux structures qui s'imposent à lui. Ils argumentent en faveur du fait que l'individualisme devienne un meilleur cadre de lecture des faits de société (Di Meo, 2008). Di Meo, par exemple, suggère que si effectivement l'individu dans sa construction d'identité, cherche à se distinguer du groupe, « toute identité personnelle s'exprime par des appartenances à des groupes, par le croisement d'identités collective » (Il s'agirait d'une augmentation de l'importance de l'appartenance par rapport à l'image social, sans la faire disparaître). Pour Rifkin, les individus d'un groupe sont liés par l'empathie qu'ils sont capables de ressentir pour un individu qu'il reconnaît comme étant similaire à lui par certaines caractéristiques¹. Nous nous inspirerons donc de ces

¹ Jeremy Rifkin (2010), *The empathic civilization*, Polity Press, Cambridge (<http://www.youtube.com/watch?v=l7AWnfFRc7g>)

deux courants en considérant l'identité comme une appartenance constructiviste dans une relation réciproque entre individus et collectifs.

L'identité est un concept très étudié et un terme portant facilement une connotation primordialiste forte dans le langage courant. Dans la suite de ce rapport, nous utiliserons travail théorique d'Avanza et Laferté. Leur étude consiste en la confrontation des différents travaux de recherche effectués récemment et permet de clarifier le concept complexe d'identité en le décomposant en trois notions : l'identification, l'appartenance et l'image sociale. Ce découpage vise à éviter les écueils d'analyses vers lesquels nous conduit le terme d'identité et permet d'englober la notion d'identité individuelle et d'identité collective.

Selon les auteurs, l'identification est une démarche effectuée par des autorités institutionnelles (Etat, partis politiques, organismes sociaux entre autres). Elle est donc externe à l'individu ou au groupe et lui confère des droits et des devoirs vis-à-vis de cette autorité (l'individu est, ou non, reconnu par cette autorité et appartient, ou non, à la communauté d'individus reconnus, la communauté est identifiée par une structure englobante : une association au sein de l'Etat). Par exemple, l'identification par l'Etat en tant que citoyen confère à l'individu le droit de vote, un droit de subvention etc. Il s'agit donc d'un processus externe sur lequel l'individu ou le groupe n'a que peu d'influence. Il doit répondre à des critères définis par cette entité externe (Avanza et al, 2005)

L'image sociale est une production discursive. Elle se construit à partir des discours du groupe ou de l'individu ainsi qu'avec les discours produit à son propos, par exemple les guides touristiques qui donnent une image générale de la communauté d'individu qu'il décrit, les journaux qui renvoient une image d'un homme politique L'image sociale se crée en partie autour des lieux et paysages symboliques, sur des monuments, etc. Les liens entre l'identité collective et le territoire sont perçus comme particulièrement importants, comme en témoigne les différentes revendications territoriales (Pays Basque ou Palestine parmi de nombreux autres exemples. Elle se crée aussi autour d'éléments culturels, folkloriques (Avanza et al, 2005).

Les deux définitions précédentes visaient à « *homogénéiser les groupes et l'espaces* », de façon à créer des catégories. Ces processus sont en grande partie externes à l'individu ou au groupe. L'appartenance est d'avantage une autodéfinition de l'individu, sa « *participation à la chose collective et son appropriation de son image sociale et de son identification* » (Avanza et al, 2005). Les discours peuvent participer au renforcement de cette appartenance. Pour l'individu, elle peut renvoyer à plusieurs groupes, l'individu faisant valoir une appartenance en fonction du contexte. L'autodéfinition individuelle est toujours en tension, entre la volonté de se distinguer et le besoin de se rattacher au groupe, entre sa perpétuelle évolution et le besoin de trouver une cohérence (Di Meo, 2008).

L'accent doit être mis sur un groupe particulier, la nation. Il est désormais habituel en Europe de parler d'identité nationale. Face à une mondialisation qui effraie, des flux migratoires, souvent considérés comme un problème, et que les Etats ne savent pas toujours gérer, la réponse est souvent trouvée dans l'identité. Alors que même l'Etat allemand juge son choix d'intégration multiculturalisme mort, les Etats assimilationnistes cherche à construire une cohérence identitaire. Or, lorsqu'il s'agit d'un ensemble important comme peut l'être la nation, « parler d'une identité cohérente en ce qui concerne une nation recèle le danger d'une prétention autoritaire »(Möller,

2008)

L'histoire des Balkans fait sans cesse référence à l'identité et plus précisément à l'ethnicité des peuples comme un facteur explicatif des conflits. La partie qui suit vise à expliciter cette notion d'ethnicité dans le contexte Balkanique et les systèmes sociaux dans lesquels cette notion s'inscrit en Croatie et en Serbie. Cette phase paraît essentielle pour saisir mieux l'essence même des conflits ayant opposés Serbes et Croates.

b) L'ethnicité

Il semblerait que pour réellement cerner le concept d'ethnicité, nous devions nous passer par un concept plus englobant : celui de l'identité. La catégorisation définie plus haut pourrait permettre d'envisager tous les tenants et aboutissants de la notion d'ethnicité.

Une des approches de l'ethnicité est celle des primordialistes. Ces derniers définissent un groupe ethnique par leurs liens primordiaux : lien du sang, de la race, de la religion, de la religion, des coutumes... Les serbes et les croates, notamment, se distinguent à la fois par une communauté de langue et de religion à laquelle sont liés d'autres traits culturels (ces nations sont dites linguistico-confessionnelles).

La formation de groupes ethniques se conçoit pour certains, tels que Bell ou Horowitz, comme étant le résultat de stratégies instrumentalistes. Ce sont des élites en conflit qui impulsent des groupes d'intérêts qui rentrent en compétition. En effet, les regroupements ethniques facilitent la revendication de droits pour le groupe ou la défense contre d'autres groupes. D'autre part, deux groupes ethniques peuvent fusionner pour des raisons tactiques et se substituer alors à un nouveau groupe. Ce qui rejoint l'idée que l'identité des groupes ethniques évolue sans cesse (Dieckhoff et al, 2006).

Cependant, nous nuancerons cette conception primordialiste et instrumentalisée. Si l'ethnicité peut effectivement être instrumentalisée, certaines revendications d'appartenance ethnique se font sans manipulation politique et relèvent d'avantage de la transmission d'un folklore local. La conception primordialiste paraît à la fois simpliste et terriblement restrictive.

L'ethnicité en Serbie et Croatie peut être définie comme institutionnelle. En effet, l'Etat reconnaît les groupes ethniques comme étant des entités conférant un statut spécial aux individus en faisant partie. L'Etat enregistre l'appartenance ethnique des individus et peut par exemple ainsi établir des statistiques ethniques. En Serbie notamment la sphère politique est ethnicisée : des partis politiques représentent les minorités comme par exemple la Communauté démocratique des Hongrois de Voïvodine (DZVM). Le système de vote en Voïvodine permet aux représentants des minorités de voter deux fois, une première dans les élections classiques et une deuxième fois pour leur minorité, qui siègent au sein d'un conseil au pouvoir essentiellement consultatif. Ces caractéristiques montrent que l'identification est bien effective et participe à démontrer la réalité sociale de l'ethnicité en Croatie et en Serbie. Nous montrerons que cette reconnaissance va au-delà d'une simple catégorisation mais qu'elle implique également une conception de la nationalité différente de celle utilisée en France.

Les images sociales des ethnies en Croatie et en Serbie sont construites en particulier autour des éléments de religion et de langue parlée et écrite (alphabet cyrillique pour les Serbes, latin pour les Croates). Cependant, elles se construisent également à partir des discours stigmatisants produits par rapport aux autres ethnies, leur attribuant des coutumes voire des caractéristiques phénotypiques particulières.

De manière générale, chez les individus, les sentiments d'appartenance à l'ethnie ont fortement évolués au cours des dernières années. Au cours de la 2^{ème} moitié du XX^{ème} siècle, les évolutions sont particulièrement liées à la politique Titiste et à la montée du nationalisme (cf I. B. La Serbie et la Croatie au XX^{ème} siècle et II. A. d) Le nationalisme). Tito encourageait à la fraternité des peuples et avait une politique d'unification des peuples. Il a imposé en particulier le serbo-croate comme langue officielle sur tout le territoire tandis que la pratique de la religion était tolérée mais très mal vues et interdite dans les institutions publiques. Or, il semble que les ethnies balkaniques se définissent prioritairement à travers la langue et la religion. Ces méthodes, si elles étaient totalitaires, avaient des visées assimilationnistes, cherchant à relativiser les consciences ethniques et par conséquent, pour le régime de l'époque, la potentialité de conflits. Une partie importante des habitants de la Yougoslavie ont commencé à se définir comme Yougoslave, et en accordant moins d'importance à leur appartenance ethnique. L'ethnicité avait une place secondaire dans la définition de l'identité d'un individu. Au contraire, avec les remontées nationalistes d'après la mort de Tito, les discours ont amenés à la résurgence de l'ethnicité dans les consciences. Désormais, l'appartenance ethnique est souvent un des premiers termes auquel pense une personne pour se définir, qu'elle tente de la cacher ou qu'elle la mette en exergue.

L'ethnicité est donc une réalité pour les individus du groupe qui éprouvent un sentiment d'appartenance fort à leur ethnie mais on remarque dans le cas des pays de l'ex-Yougoslavie, qu'elle est également fortement liée au discours qui entourent cette notion : ainsi la notion de minorité est devenue secondaire pendant l'ère Titiste pour redevenir primordiale dans les années 90.

c) Les deux conceptions de la nation

Dans les Balkans, l'appartenance ethnique implique une différenciation entre Etat et nation. Pour cela, il est important de faire la distinction entre nation/nationalité et Etat/citoyenneté. La nation désigne une communauté humaine tandis que l'Etat fait référence à un système d'organisation des pouvoirs.

Dans son texte, Garde explique la différence entre la nation de type ethnique (Europe centrale et orientale, dont Balkans, Allemagne...) et la nation de type civique (France...). Ces distinctions sont théoriques mais très ancrées dans les esprits, suffisamment pour que les conceptions paraissent absurdes voire choquantes pour ceux qui ont toujours vécu dans un Etat construit autour de l'autre. Cette différence est à faire dans le cadre de notre travail afin de mieux comprendre les rapports interethniques entre les minorités et majorités et les rapports entre les peuples et l'Etat.

Une nation civique est construite autour du principe de l'adhésion à la nation par reconnaissance de la communauté démocratique et du contrat social. Cependant, il semble difficile d'imaginer une nation dans laquelle ce principe est le seul pris en

compte, indépendamment de toute prédétermination bibliographique. Toutefois, comme nous l'avons signalé plus haut, il s'agit d'un idéal répandu dans l'esprit des populations. La nationalité est ici donnée avec la citoyenneté. Ce concept est souvent associé à une structure jacobine de l'Etat (pouvoir central fort, comme par exemple en France). En effet, un pouvoir central s'appuie souvent sur l'unification et l'assimilation des populations sous son égide.

La nation ethnique est assise sur une conception déterministe. Elle se base sur une adhésion organique, c'est-à-dire que la nationalité est déterminée par la naissance. La nationalité est une qualité inhérente de l'individu et n'est pas liée à la citoyenneté. Ce concept est souvent associé à une structure d'Etat décentralisée (par exemple en Allemagne) dans laquelle les communautés cohabitent selon le principe du multiculturalisme.

Une différence peut expliquer la distinction entre les deux notions : dans les Etats civiques l'Etat s'est construit avant la nation. La nation s'est donc calquée sur les limites de l'Etat (Etat français : construit sous Louis XIV, la nation s'est construite après, au cours du temps et en particulier à partir de la révolution française), l'inverse dans les nations ethniques (dans les Balkans, les nations existent depuis très longtemps : communauté de langue et de culture alors que les Etats sont toujours à construire). Toutefois cette distinction est encore à relativiser : les Etats se fondent autour d'un noyau ethnique tandis que les ethnies tendent à s'institutionnaliser en Etats et à faire coïncider les frontières de répartition des ethnies avec celles de l'Etat (dans les Balkans, les nettoyages ethniques avaient cette visée là). En serbe, on distingue même *domoljublje* (amour de son pays) et *rodoljublje* (amour de ses origines) que Garde traduit par « *patriotisme civique* » et « *patriotisme ethnique* ».

La conception ethnique de la nation peut amener à un problème majeur : si l'Etat n'y veille pas, les citoyens qui n'appartiennent pas à l'ethnie majoritaire risquent d'être systématiquement défavorisés¹. D'où l'importance pour l'Etat d'instaurer et de faire respecter un droit des minorités.

Ces différences conceptuelles déterminent la façon dont le nationalisme va se construire dans un pays donné. Il fera référence soit à la nation civique, soit à la nation ethnique, auquel cas il concernera l'ensemble de la population d'une ethnie sans tenir compte des limites étatiques.

d) Nationalisme

Les concepts explicités précédemment permettent désormais d'appréhender le modèle nationaliste et ainsi de mieux comprendre à la fois l'histoire des conflits mais également par la suite les ressorts qui sont encore aujourd'hui utilisés dans le débat public.

Les idéologies politiques se positionnent pour la plupart par rapport à des théories décrivant les rapports entre les individus et les groupes d'individus. On distingue entre autres trois courants : l'universalisme, le cosmopolitisme et le nationalisme. Le schéma ci-dessous résume ce qui les distingue et ce qu'ils ont en commun.

¹ On soulève ici une limite de la nation civique : même dans un Etat civique, il existe des minorités défavorisées. On remet en cause l'adhésion des individus à la nation (débat sur l'identité nationale...)

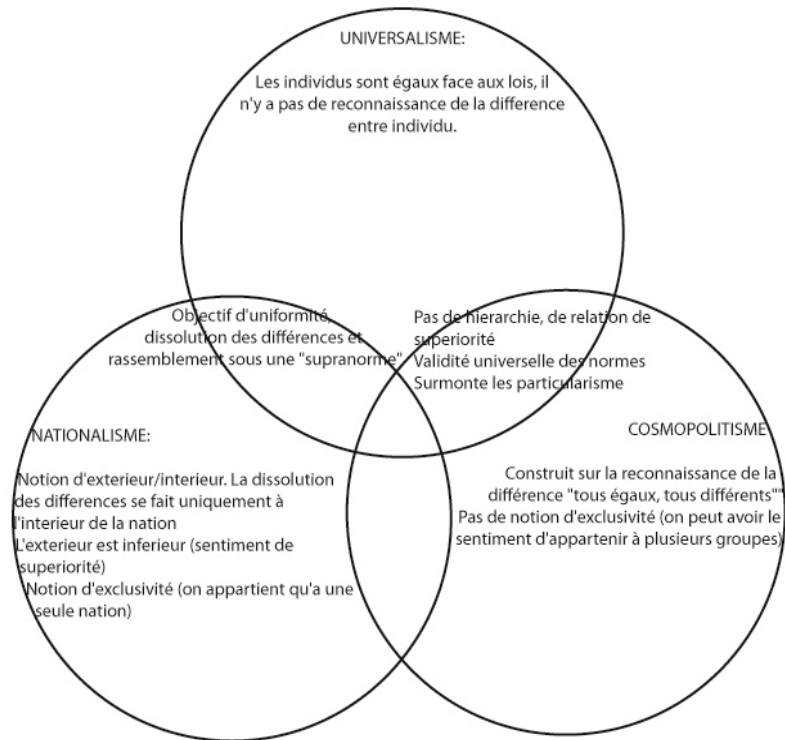


Figure 1 : Schématisation des différents concepts de « vivre ensemble »

Source : Beck
Réalisation personnelle

Le nationalisme se développe en temps de crise, à travers les discours de leader (généralement issus de la classe moyenne éduquée). Le discours nationaliste reprend l'image sociale d'un groupe et souvent la manipule de façon à justifier ses revendications. Dans les années 90, les discours nationaliste serbes, croates et slovènes ont participé à la (re)construction de l'image des ethnies (Kubli, 1998). Il instrumentalise notamment les différences culturelles et l'histoire (peuple supérieur, élu). Ses revendications sont souvent territoriales : en effet, la construction d'une identité passe souvent par un ancrage territorial (Di Méo, 2008). Le territoire revient de droit à un groupe ethnique, il lui appartient historiquement, et le groupe est donc légitime pour contrôler le territoire.

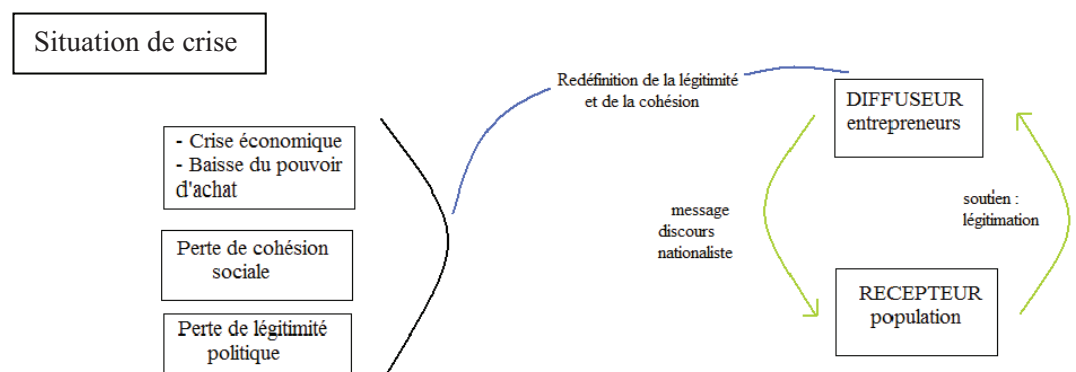


Figure 2 : Schématisation des facteurs du développement du nationalisme

Source : Kubli 1998 – Réalisation : atelier Serbie-Croatie

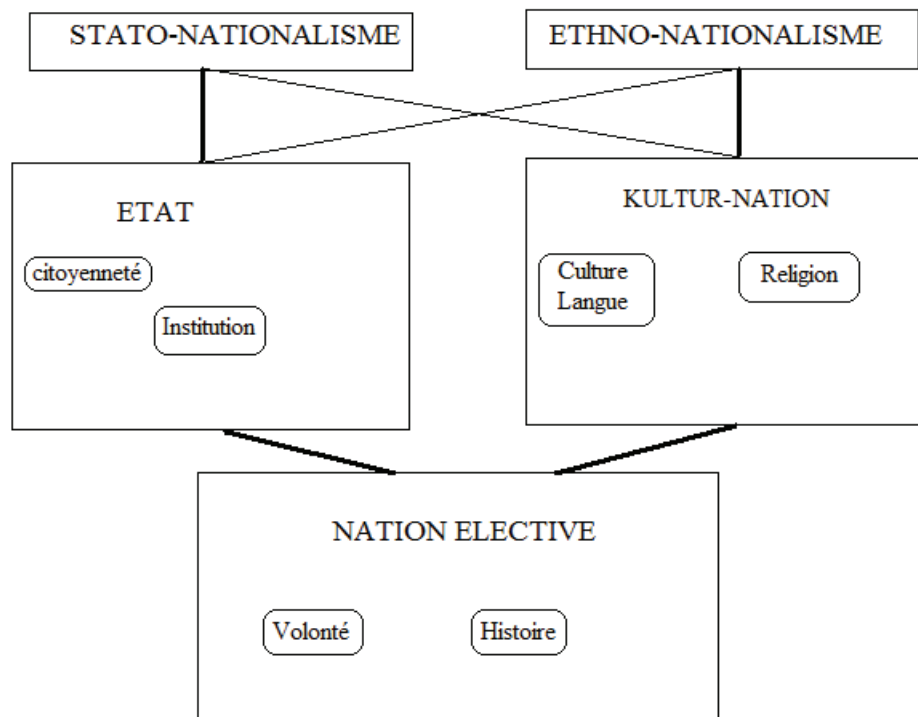


Figure 3 Définition de la nation

Source : Kubli 1998 – Réalisation : atelier Serbie-Croatie

Le processus de construction nationaliste selon Walker Connor se décompose en trois phases :

- Les intellectuels développent un intérêt marqué pour leur histoire, leur langue : *Intelligentsia « optera d'autant plus volontiers pour une stratégie nationaliste qu'elle sera rentrée en conflit avec d'autres groupes ».*
- Des groupes de pression se forment. Association de revendications politiques à une idéologie nationaliste.
- Les mouvements de masse se développent : emploi des principaux symboles de cette idéologie (Dieckhoff et al, 2006).

Les éclaircissements précédents permettent de mieux envisager les liens entre conflits interethniques, revendications territoriales des différentes ethnies et développement du nationalisme. Ils sont indispensables pour comprendre les conflits des Balkans des années 90, qui seront décrits dans la suite. Cependant, il nous a paru indispensable, pour une pleine compréhension de ces guerres, d'effectuer également un rappel sur l'histoire des Balkans du XXème siècle.

Nous avons donc vu que l'identité se construit autour de symboles et notamment en référence à un passé commun du groupe. Nous étudierons donc plus précisément les liens entre la mémoire et l'identité.

2.2. Le lien entre la construction des identités et la mémoire

Nous rentrons maintenant dans des notions qui feront parti des objets d'étude de cette recherche et qui participent plus précisément à la définition de la problématique.

Nous avons parlé de la perpétuelle construction de l'identité : cette mouvance vient probablement avant tout de l'intégration permanente de données, du vécu. Parmi les éléments de ce vécu, tout n'est pas forcément intégré, il s'agit de la mémoire.

La mémoire se manifeste de trois façons différentes : la protomémoire, qui correspond à

la mémoire inconsciente se manifestant à travers la capacité de répétition de gestes. C'est une mémoire qui agit à l'insu de l'individu. Elle est une « aliénation fondatrice de l'identité » (Anne Muxel citée par Candau, 1998). La deuxième est la mémoire proprement dite, qui correspond à la mémoire en tant que faculté. Pour finir, la métamémoire correspond à la représentation que l'individu se fait de la mémoire, ce qu'il en dit.

a) La construction de la mémoire collective

La difficulté réside ici en la vérification des théories holistiques : peut-on admettre la réalité d'une mémoire collective ? Selon les situationnistes, la métamémoire s'agirait du seul concept qui peut entrer en jeu lorsqu'il s'agit d'un groupe d'individu. Les primordialistes quant à eux défendent la thèse selon laquelle il existe une protomémoire collective : tous les individus (ou même seulement la majorité) d'un groupe donné pourraient avoir la même protomémoire. L'identité collective serait en réalité la revendication de cette protomémoire. Cependant, selon notre description du concept d'identité, cette thèse serait invalidée par le fait que l'identité collective ne peut en aucun cas se limiter à une protomémoire (c'est-à-dire à un état partagé par essence par l'ensemble du groupe), et encore d'avantage, par le fait que tous les membres du groupe puissent partager un même état protomémoriel. Pourtant, il est possible d'envisager le fait qu'une protomémoire commune puisse être envisagée dans les cas où les individus se catégorisent et sont catégorisés depuis leur plus jeune âge (ce concept rejoindrait la thèse holistique selon laquelle la société exerce un pouvoir suffisant sur l'individu pour en déterminer en partie le comportement). Pour étayer cette thèse, nous pouvons citer ici une étudiante croate qui dit que parfois elle se rend compte que sa vision des choses est faussée par ce qu'elle a appris toute petite à l'école. Ce biais est inconscient et elle ne peut faire la part des choses uniquement si elle fait un effort conscient de réflexion. Ainsi, on voit l'importance des messages envoyés par la collectivité et l'influence sur toute la société des institutions mémorielles.

La métamémoire reste l'élément primordial pour définir une mémoire partagée par un groupe. Cependant Candau nous met en garde : il ne faut pas confondre la mémoire collective (mémoire réellement partagée) et les actes de mémoire collective (métamémoire). Les actes de mémoire collective sont les discours, les traces (mémoriaux, musées...) d'une mémoire supposément partagée. Mais ces traces mémorielles ne sont qu'un indice pour le chercheur étudiant l'existence d'une mémoire collective. Elles ont une grande importance car elles peuvent participer à « réunir [les individus] dans le sentiment que la mémoire collective existe et par ce mouvement même, donner un fondement relatif à ce sentiment. » (Candau, 1998). Les choses se jouent donc sur les représentations. Or, deux types de représentation peuvent être distingués : les représentations factuelles et les représentations sémantiques. Si les représentations factuelles sont généralement partagées (La grande majorité des français savent que De Gaulle est mort), il est plus difficile de dire que les faits ont les mêmes significations pour tous les individus (représentation sémantique). Toutefois, d'après Candau, le partage de représentation peut être parfaitement imaginable. Il sera même augmenté en fonction de la taille du groupe (plus le groupe est petit plus il est facile d'avoir une représentation commune), la perméabilité du groupe, le charisme de son leader le degré d'interconnaissance au sein du groupe et la fréquence des interactions avec d'autres groupes.

Pour résumer, nous pouvons dire que la mémoire peut être partagée à condition qu'un travail soit fait sur les représentations, sur les actes de mémoire collective « loin d'être le partage spontané d'une expérience vécue et transmise, la mémoire collective a elle aussi été orchestrée, non moins que la mémoire historique, comme une stratégie favorisant la solidarité et la mobilisation d'un groupe à travers un processus permanent d'élimination et de choix » (Geary cité par Candau, 1998). Finalement, d'après Candau, « il ne peut y avoir de construction de mémoire collective si les mémoires individuelles ne s'ouvrent pas les unes aux autres en se donnant des objectifs communs, en se donnant un horizon d'action » (Candau, 1998).

b) Le lien entre l'identité et la mémoire

« La mémoire collective : ces souvenirs collectifs imprègnent les groupes sociaux, les générations, les nations, constituant une identité » (Moller, 2008)

E. Tonkin, citée par Candau (1998) affirme « memory makes us, we make memory »¹. Elle exprime ici l'influence réciproque de la mémoire et de l'identité. L'une n'existerait pas sans l'autre. Chez les individus, une perte de mémoire est d'ailleurs considérée comme une perte d'identité. Plus exactement, l'individu perd sa capacité d'autodéfinition, c'est-à-dire la composante de l'identité définie plus haut, et appelée *appartenance*. Il n'a plus les éléments lui permettant de le rattacher à un groupe.

Si la mémoire influe sur l'identité, à l'inverse l'identité influe sur la capacité à se souvenir. En effet, la mémoire, nous l'avons déjà signalé plus haut, ne consiste pas en la seule capacité à se remémorer des faits, elle se constitue également autour de la capacité à en oublier : Candau prend pour exemple l'ordinateur, incapable d'effectuer ce tri. A l'opposé la mémoire humaine est représentative. Donc, en plus d'être constitutive de l'identité par l'unicité des faits et des parfois des représentations qu'elle véhicule, la mémoire l'est également de par ce tri qui est effectué. Dans le cas de la mémoire collective, ce tri effectué est propagé et intégré par le groupe, et de la constitue une part de l'identité du groupe : c'est de cette façon qu'un collectif donné perçoit son passé (qui est le sien car il est le seul à s'en souvenir de cette façon).

Ainsi parmi les interactions qui existent entre la mémoire et l'identité, Candau met en valeur le fait que la redécouverte de la mémoire peut être utilisée pour réactiver l'identité. Au contraire, la mémoire peut participer à la destruction de l'identité : c'est le principe du traumatisme.

c) Le rapport à la mémoire des sociétés d'aujourd'hui

Dans les sociétés actuelles, le rapport à la mémoire s'inscrit entre deux extrêmes. Schnapper, décrit la société d'aujourd'hui comme une société du présent dans laquelle la collectivité a de moins en moins de place (ce qui rejoint la théorie selon laquelle l'individualisme méthodologique devient de plus en plus pertinent pour l'étude des sociétés, au détriment du holisme) (Schnapper, 2008). D'autre part, la mémoire collective a une place importante dans les constructions identitaires ou redécouvertes

¹ « La mémoire nous façonne et nous la modelons à notre tour »

identitaires. Les exemples sont nombreux : il constitue un mécanisme primordial dans la construction de l'identité ethnique : le mythe de l'origine commune qui unifie une société (tout comme tout français a entendu parler de nos ancêtres les Gaulois, tout Serbe connaît le mythe du berceau de la culture Serbe : le Kosovo). Le deuxième exemple que nous rappellerons et qui est plus que jamais d'actualité est celui de la construction d'identité européenne. « il importe que s'élabore, grâce à l'action de tous, intellectuels, politiques et citoyens, une mémoire commune, qui puisse faire naître une identité commune et rende concrète une citoyenneté européenne » (Schnapper, 2008).

Donc les sociétés sont partagées entre un oubli systématique et une obsession pour la mémoire commune. L'un comme l'autre dénote d'un rapport à la mémoire problématique. L'obsession de la mémoire peut conduire à sa cristallisation, afin de créer une « identité juste » (Candau, 1998). En effet, nous l'avons souvent répétée, l'identité, qu'elle soit individuelle ou collective se reconstruit en permanence. Le travail de réinterprétation doit être perpétuel, en fonction de la situation présente (l'exemple le plus évident à l'heure actuelle est probablement le travail sur l'esclavage dans les pays européens). La multiplicité et la diversité de l'appartenance pour un individu est une réalité, cela est d'autant plus vrai pour une identité collective, nécessairement évolutive

D'autre part, l'oubli pose également un problème, car s'il est sain d'oublier. Mais si se rappeler de tout est strictement impossible, une civilisation sans mémoire semble inconcevable. De plus, d'après Möller, « est malade, ou sera malade, celui qui refoule » (Möller, 2008). La notion de devoir de mémoire doit ici être abordée. D'après Möller et Schnapper, il est normal de laisser aux historiens le devoir d'explorer le passé de façon toujours plus exhaustive, une nation a besoin de se souvenir de façon collective de grands événements. « La mémoire doit être marquée par les conséquences tirées des catastrophes » (Möller, 2008). Le tabou ne sied pas à une société démocratique. Cependant, Möller prévient : « un Etat de droit ne connaît pas de culpabilité collective ».

Le collectif doit trouver un équilibre entre ces deux extrêmes, pour faire face à son passé sans toutefois tomber dans une focalisation sur le passé et fonder son identité collective sur une notion de culpabilité commune.

La problématique de la mémoire se retrouve dans les processus de réconciliation entre les peuples. Deux choix peuvent être faits pour assurer un renouveau des relations entre deux groupes après un conflit : l'oubli ou la repentance des belligérants. L'oubli du conflit était, jusqu'au XX^{ème} siècle, la procédure utilisée le plus couramment. Un exemple célèbre est la demande d'Henri IV, après la signature de l'Edit de Nantes, de faire table rase du passé afin d'éviter un déballage inutile de rancœur. C'est notamment le parti qui a été pris après la 2nde Guerre mondiale par Tito : la collaboration Croate a été complètement oublié au nom de la fraternité des peuples. Cependant, l'oubli semble être une « solution de facilité », tant les conditions qui doivent être réunies pour que ce soit une solution durable sont particulières. Il faut impérativement que les deux belligérants partagent des torts équivalents et que la résolution du conflit se fasse à l'amiable. En effet, un conflit résolu en laissant à un des belligérant une raison d'être frustré, c'est laisser un désir de vengeance (par exemple l'humiliation allemande est, de l'avis des historiens, une raison majeure ayant permis à Hitler d'arriver au pouvoir, en utilisant des discours populistes) L'oubli est désormais impossible pour trois raisons majeures : dans les démocraties actuelles, la raison d'Etat n'est plus suffisante ; la démocratie implique une « moralisation des conflits » ; la parole est désormais donnée aux vaincus (Moreau Defarges, 1999).

La raison d'Etat impliquait que les Etats n'avaient pas à se justifier pour quoi que ce soit. Quel que soit le moyen employé pour s'imposer, la raison d'Etat suffisait à

le justifier. Désormais, l'Etat a des compte à rendre, non seulement à ses citoyens, mais également à la communauté internationale (le travail du Tribunal international témoigne de cela : le TPIY¹, par exemple est chargé de juger les crimes de guerre commis sur le sol ex-Yougoslave. La procédure est totalement externalisée, sans que les Etats puissent pour autant accuser la communauté internationale d'ingérence).

De plus, les régimes démocratiques s'imposent eux même une certaine morale, qu'ils doivent, en théorie, toujours respecter. Jusqu'à présent seul le vainqueur écrivait l'histoire, désormais même lui doit rendre des comptes. La façon dont il s'est imposé peut être critiquée, même à postériori. Par exemple, aujourd'hui, les Etats Unis doivent rendre des comptes pour Hiroshima.

Pour finir, l'importance croissante de l'individu dans la société relayée par les technologies actuelles donnant la parole à un nombre croissant d'individus ou de petit groupe favorise la prise de parole des vaincus. La pression de l'opinion publique est de plus en plus forte et ne laisse plus la possibilité au vainqueur d'imposer sa version de l'Histoire.

L'aveu, la repentance est bien souvent le moyen utilisé pour mener à une paix durable.

Cette partie montre bien l'importance de la mémoire à la fois pour la construction identitaire et dans les processus de réconciliation, qui constitue l'objet de notre étude. Le lien qui sera ensuite fait avec l'importance du territoire dans la construction identitaire nous permettra d'aborder la question des institutions mémorielles.

2.3. L'importance de l'espace dans la construction identitaire

a) L'espace comme point d'ancrage de l'identité collective

Di Meo a largement étudié le lien entre espace et identité et nous propose un cadre théorique intéressant. Pour lui, l'approche théorique de l'identité individuelle ne doit et ne peut pas être séparée de celle de l'identité collective. Ainsi, de même que le corps est le point d'ancrage de l'identité individuelle, le territoire est le pont d'ancrage de l'identité collective. La territorialisation d'une identité la mettre en image dans l'imaginaire des individus et à lui donner un mode de représentation concret. Raffestin décrit cette dualité à travers la notion de territorialité. La territorialité défini les liens rattachant l'individu ou le groupe au territoire et aux autres individus (Raffestin, 1980).

Si l'on reprend la segmentation théorique du terme identité effectué par Avanza et Laferté :

-L'identification, tout d'abord est fortement territorialisée : par exemple l'Etat définit qu'un individu est français car il est né sur le sol français (droit du sol). Ce statu lui accorde des droits et des devoirs uniquement sur le sol de France.

-L'image sociale renvoie en permanence à l'espace, et un lieu, un espace renvoie automatiquement à un groupe : c'est par exemple les Français pour la tour Eiffel. Les champs de tulipes et les moulins renvoient aux hollandais...

¹ Tribunal Penal International pour l'ex-Yougoslavie

-Les liens entre l'appartenance et le territoire sont perçus comme particulièrement importants, comme en témoigne les différentes revendications territoriales (les basques, les palestiniens parmi de nombreux autres exemples). La difficulté de la Serbie avec le Kosovo viennent en partie de là : pour les serbes, le Kosovo est le berceau de leur identité, lui accorder l'indépendance apparaît comme impossible.

S'il n'est pas exclu qu'il existe des groupes dont l'ancrage territorial est plus faible (les Tziganes par exemple), Di Meo affirme qu'une identité territorialisée la rend plus forte.

b) Le patrimoine comme lien entre identité, mémoire et territoire

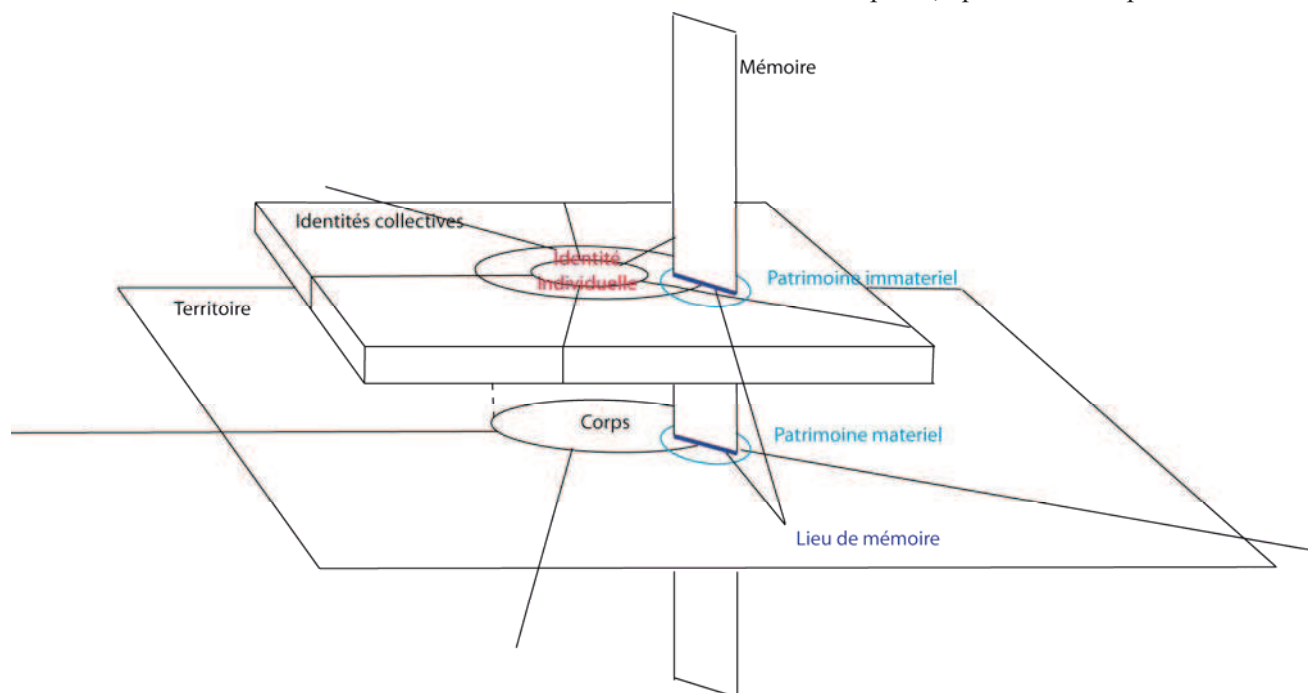
La notion de patrimoine telle qu'elle est aujourd'hui envisagée est probablement née à la Révolution Française (Clavairolle, à paraître). Le patrimoine, autrefois considéré comme étant l'ensemble des possessions de la noblesse ou du clergé deviennent patrimoine de l'humanité, mis à disposition de tout citoyen dans les musées. Depuis, la notion de patrimoine n'a cessée de s'étendre : d'abord dans l'espace, d'une part en passant du bâtiment isolé à l'aire, d'autre part, prennent en compte non seulement les éléments rares mais également les éléments décrits comme étant communs tels que la petite église d'un village, puis en dépassant les limites de la définition avec la définition du patrimoine immatériel (Clavairolle, à paraître). Le patrimoine culturel immatériel a été défini par la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel produite par l'UNESCO en 2003. Elle définit comme étant patrimoine culturel immatériel :

« Les pratiques, représentations, expressions, connaissances et savoir-faire - ainsi que les instruments, objets, artefacts et espaces culturels qui leur sont associés - que les communautés, les groupes et, le cas échéant, les individus reconnaissent comme faisant partie de leur patrimoine culturel. Ce patrimoine culturel immatériel, transmis de génération en génération, est recréé en permanence par les communautés et groupes en fonction de leur milieu, de leur interaction avec la nature et de leur histoire, et leur procure un sentiment d'identité et de continuité, contribuant ainsi à promouvoir le respect de la diversité culturelle et la créativité humaine. » (UNESCO, 2003)

Le patrimoine est donc un point d'accroche des identités individuelles comme collectives. L'individu ou le groupe projette des représentations sur ces objets, qu'ils soient matériels ou immatériels et y appuie sa construction identitaire. Le lien entre le patrimoine et l'identité est donc fort. Ce lien peut même être sujet à l'instrumentalisation : dans les années 80, Guillaume critiquait la politique patrimoniale en la disant au service de l'appareil idéologique d'Etat (Guillaume cité par Clavairolle, à paraître). Il participe très fortement à la construction d'une identité au point que Candau suppose que le fait que l'identité de l'Union Européenne soit difficile à construire vienne en partie de l'absence de lieu de mémoire européen.

Parmi les éléments patrimoniaux, le lieu de mémoire est objet particulier. Alors que le patrimoine réfère à la notion de possession, d'appartenance à l'individu ou au groupe, le lieu de mémoire réfère à la mémoire propre à l'individu ou au groupe. Pierre Nora le définit comme « unité significative, d'ordre matériel ou idéal, dont la volonté des hommes ou le travail du temps a fait un élément symbolique d'une quelconque

communauté »C'est un lieu de cristallisation du passé, qui vise à empêcher l'oubli.



Toutefois, il paraît difficile de distinguer les deux notions l'une de l'autre d'autant qu'avant la construction de la notion de patrimoine culturel immatériel, le lieu de mémoire se distinguait par son caractère possiblement immatériel. Cette différence se situe peut être dans le sens donné au lieu de mémoire, à la valeur symbolique décrite par Nora, plus forte que pour le patrimoine. Il n'est pas le témoin d'une époque et des modes de vie de ses contemporains mais bien d'événements fondateurs de l'identité d'un groupe particulier. A ce titre il peut être contemporain de cet événement ou non (plaques commémorative, monument aux morts...). Nous pouvons imaginer ces nuances avec quelques exemples :

- A Versailles, le jardin de Marie-Antoinette est un élément patrimonial, la galerie des glaces est un lieu de mémoire.
- Les ponts de Paris font partie du patrimoine mondial, le pont de l'Alma est un lieu de mémoire pour toute personne ayant pleuré lady Diana
- L'ensemble des peluches que nous avons enfants font partie de notre patrimoine personnel, notre doudou est un de nos lieux de mémoire
- Dans le registre immatériel, nous pouvons citer la différence entre des chansons et des hymnes, ou entre les films et le film « Nuit et brouillard », qui est un lieu de mémoire immatériel pour l'ensemble des juifs et de leur famille.

Le lieu de mémoire fait parti des éléments patrimoniaux n'ayant pas pour vocation de devenir universel. S'il a une valeur historique pour tout le monde, il est évocateur en particulier pour les membres d'un groupe et est fondateur de son identité, augmentant son particularisme. La valeur symbolique peut également provenir du fait même que l'élément patrimonial n'existe plus : c'est le cas de la Bastille par exemple.

Le lieu de mémoire a donc une grande importance dans la construction d'un imaginaire collectif.

Les liens qui ont été fait tout au long de cette première partie de rapport ont été réunis sur dans le schéma suivant :

Figure 4 Les lieux de mémoires : un concept au croisement entre identité, territoire et mémoire

Le schéma représente la projection de l'identité individuelle comme collective sur le territoire (Di Meo, 2008). Les lieux de mémoires constituent le lien entre la mémoire, collective ou individuelle et l'identité, collective ou individuelle.

En tant qu'aménageur, nous nous intéresseront dans ce mémoire plus particulièrement à la représentation de l'histoire retranscrite sur le territoire. Les lieux de mémoires matériels sont donc une partie de l'objet de cette étude. Nous ajouterons à l'étude les musées retraçant l'histoire des Etats. En effet, les musées représentent la version institutionnalisée de l'histoire. Dans la suite, nous définirons en tant qu'institution mémorielles les lieux de mémoires et les musées.

En tant qu'éléments impactant la constitution de représentations collectives de la mémoire, les institutions mémorielles ont potentiellement une grande influence sur le processus de réconciliation interethnique, étant donnée la place centrale du rapport à la mémoire dans ces processus.

Nous pouvons donc poser la problématique de recherche suivante :

Dans quelle mesure les institutions mémorielles contribuent-elles au rapprochement interethnique Serbo-croate ?

Prenant en compte le contexte historique récent, nous pouvons constituer l'hypothèse suivant :

Les institutions mémorielles participent à la cristallisation de rancœurs interethniques.

Plusieurs éléments guident l'établissement de cette hypothèse :

- La guerre a été imposée par la communauté internationale et n'a pas résulté d'un accord de paix spontané entre les deux Etats. La paix, qu'elle résulte de la victoire totale d'un des belligères ou qu'elle soit imposée, si elle en stoppe les démonstrations physiques violentes, ne garantit pas l'apaisement des tensions entre les Etats comme entre les peuples.
- La réticence des Etats à suivre les injonctions du TPIY¹ ainsi que le soutien des populations aux militaires accusés de crimes de guerre montrent que l'idéologie nationaliste ayant conduit à la guerre est toujours soutenue.

Or, la première partie de ce rapport décrit les institutions mémorielles comme étant la transcription de représentations mémorielles collectives. Nous pouvons donc imaginer que ces institutions pérennisent ce nationalisme persistant.

¹ Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie

PARTIE 2

PROPOSITION POUR L'
ETUDE DE L'IMPACT DES
REPRESENTATIONS
MEMORIELLES SUR LES
RELATIONS INTERETHNIQUES

1. La définition d'un périmètre d'étude pertinent

Le choix d'un territoire d'étude pertinent était un enjeu important : il devait être à la fois restreint pour pouvoir être étudié en tenant compte des réalités matérielle et temporelle de la recherche et représentatif, afin de pouvoir utiliser directement les résultats de la recherche de terrain pour tirer des conclusions capables de répondre à la problématique de recherche.

1.1. Le territoire transfrontalier : un concentré des enjeux de réconciliation

Plusieurs caractéristiques font du territoire transfrontalier un territoire propice à l'étude des différences de représentation mémorielle entre Serbes et Croates.

Le territoire transfrontalier est par définition un territoire séparé par une frontière, ici une frontière d'Etat, ce qui lui confère un certain nombre de propriétés. Dans le cas de la frontière, cette frontière est jeune, puisqu'elle a été instituée comme frontière Etatique dans les années 1990. Il s'agit d'une caractéristique particulièrement intéressante dans le cadre de ce travail, puisque ces frontières ont été créées dans le but même de donner un territoire Etatique à des ethnies. Cette frontière est donc une limite territoriale à la souveraineté d'une ethnie.

Barbier et als. (2011), distinguent deux approches, celle de la frontière barrière et celle de la frontière interface. La frontière a été construite comme une barrière franche par les gouvernements dans les années 1990. Cette politique fait de la frontière un objet constitutif de l'identité nationale. Tous les aspects constitutifs, sa structure, sa fonctionnalité, ses institutions, et les symboles qui lui sont rattachés¹ respectent une coupure apparemment nette. Cependant, du fait de l'histoire ex-Yougoslave dans laquelle les frontières en tant que barrières étaient très faibles, elles sont en partie des interfaces. En effet sur le territoire transfrontalier, les minorités ethniques sont particulièrement représentées. Ce territoire est donc une double zone de contact importante entre ethnies (cf schéma ci-dessous). Le schéma ci-dessous permet de rendre compte des dimensions structurelles et institutionnelles de la frontière ainsi que de sa porosité pour les groupes ethniques.

¹ L'aspect structurel désigne ce qui se rattache à l'espace (géographie, réseaux...), le fonctionnel correspond au territoire vécu au quotidien (définie par les pratiques des habitants), le l'institutionnel définit les stratégies menées par les autorités publique vis-à-vis d'elle, et enfin l'aspect symbolique renvoie aux différentes perceptions portées par les acteurs sur leur territoire. (Barbier et als. 2011)

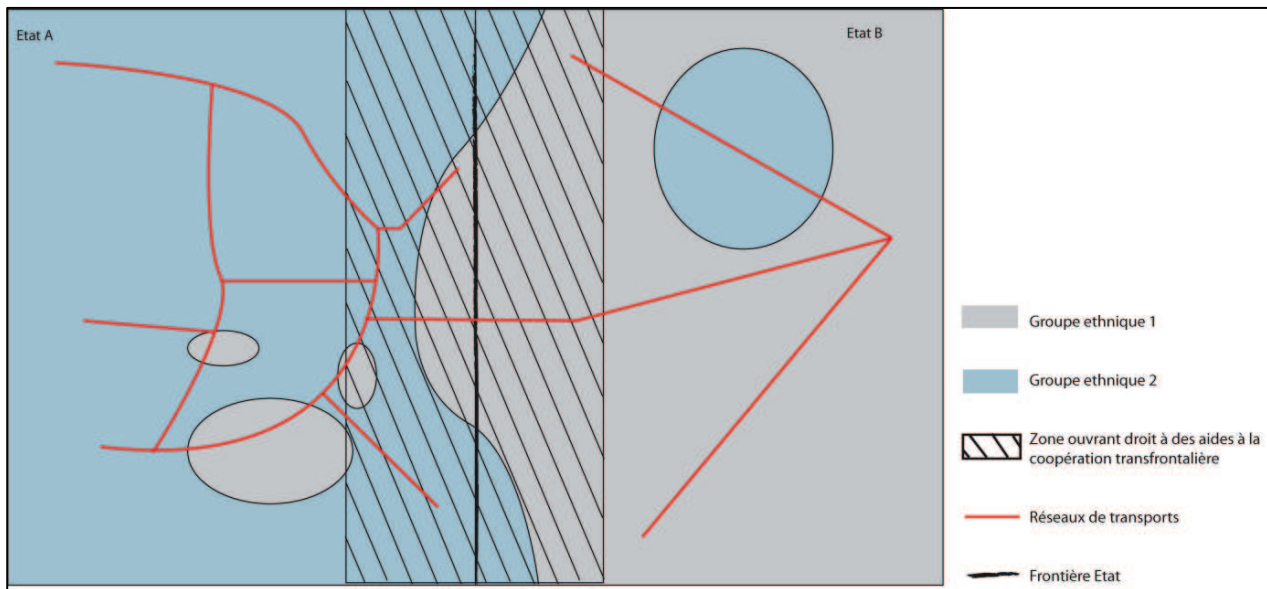


Figure 5 Le territoire transfrontalier : un territoire au sein duquel les frontières se superposent

Or, d'après Barth, les ethnies se définissent d'avantage par rapport à la frontière, qui les distingue de l'altérité que par des caractéristiques culturelles propres (Barth, cité par Blondel, à paraître). Il est donc possible de postuler que les territoires transfrontaliers sont donc automatiquement des zones où le rapport de l'individu ou de la collectivité à sa propre ethnicité sera plus apparent. En effet, le territoire transfrontalier, en tant que zone de confrontation à l'altérité, sera le territoire privilégié où pourront s'observer les processus de réconciliation comme ceux de résurgence nationalistes (Blondel).

Pour conforter cette thèse, Blondel explique qu'en plus d'être cette zone de contact, le territoire transfrontalier est bien souvent une zone marginalisée au sein du territoire étatique. En effet, il s'agit bien souvent de territoires en marges affaiblis par les logiques centralisatrices. D'après Blondel, cela fait d'eux des territoires « plus ouverts et instables, plus propices à supporter le gommage mais aussi le rejaillissement des ethnonationalismes ».

Ainsi, le territoire transfrontalier est un espace où les enjeux de la réconciliation sont plus apparents mais également une zone au sein de laquelle ces enjeux sont potentiellement exacerbés.

L'espace transfrontalier tire également son intérêt de son histoire particulière.

1.2. Un territoire transfrontalier riche de son particularisme historique

La région de Vukovar est tout d'abord le berceau de la culture Vučedol. Cette culture s'est développée entre 3000 et 2200 avant JC dans ce qui est maintenant la Croatie moderne. Leur métallurgie du cuivre était fondée sur un nouveau procédé de coulée de masse. Elle a eu une grande influence sur d'autres cultures contemporaines dans le patrimoine européen. Son importance réside dans la place primordiale qu'elle tenait dans le tourisme de Vukovar avant la guerre.

La Slavonie et la Voïvodine ont un héritage historique proche. Les deux régions

ont, à leur origine, toutes deux appartenu au royaume des Habsbourg au XIV^{ème} siècle, après la victoire des turcs sur les serbes lors de la bataille du Kosovo, et deviennent des régions autrichiennes au XVII^{ème} siècle.

Jusque dans les années 90, la Slavonie a toujours fait partie de la Croatie, elle a donc été longtemps sous domination Austro-hongroise. L'histoire de la Voïvodine est quant à elle plus compliquée. Alors que le reste de la Serbie a été sous occupation Ottomane jusqu'au XIX^{ème} siècle, la Voïvodine faisait partie de l'empire Austro-hongrois. Elle a ensuite déclaré son indépendance en 1848, avant d'être réintégrée à la Hongrie jusqu'en 1918. Cette différence a marqué durablement la région, qui s'est toujours distinguée du reste de la Serbie. Culturellement, tout d'abord, les habitants de la Voïvodine se sont toujours sentis comme appartenant à une région à part. Vingt-cinq minorités vivent sur son territoire (dont environ 15% de hongrois), on y trouve 6 langues officielles. De plus, la région a longtemps joui d'une relative autonomie. Dans la Yougoslavie de Tito, la Voïvodine fut déclarée région autonome (tout comme le Kosovo) afin de limiter la puissance politique de la Serbie et d'équilibrer la distribution des pouvoirs au sein de la Yougoslavie. Avec la montée du nationalisme, de nombreuses familles de pères croates ont migré de la Voïvodine vers la Slavonie et inversement pour les familles de pères serbes (Gossiaux, 2002). Lorsque Slobodan Milošević prit le pouvoir au sein de la fédération serbe, il réintégra ces deux autonomies au sein de la Serbie, les privant de leur indépendance institutionnelle et politique. Une loi de décembre 2009 (Statut d'Autonomie de la province de Voïvodine, parlement serbe et assemblée provinciale de Voïvodine) restaure l'indépendance de la Voïvodine, lui donnant un grand nombre de compétences et restaurant la puissance de son gouvernement. Cette autonomie est si grande que la Voïvodine noue ses propres relations internationales.

Pendant la guerre d'indépendance de la Croatie, la Slavonie orientale est sous occupation serbe. La ville de Vukovar est assiégée par les serbes en 1991 et presque totalement détruite par les bombardements. Le siège dure trois mois durant lesquels la ville est quotidiennement bombardée. Après trois mois, la ville tombe. Elle est alors le théâtre de l'une des scènes les plus sanglantes de la guerre : les derniers résistants, réfugiés dans l'hôpital de la ville, sont raflés, transportés jusqu'à la grange d'une ferme collective, battus puis exécutés.

La ville reste ensuite sous administration Serbe jusqu'au traité d'Erdut, qui définit les modalités de la rétrocession pacifique du territoire à la Croatie.

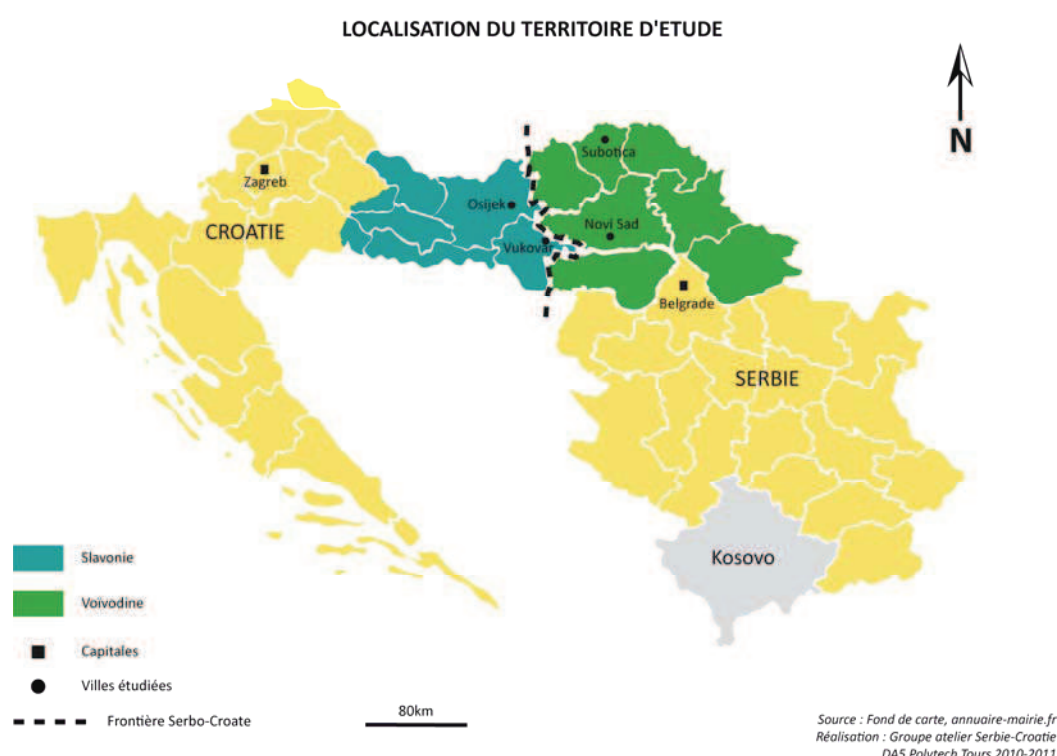
1.3. Un focus sur des territoires urbains

Pour cette étude, le choix a été fait de se focaliser sur des espaces urbains ou à proximité directe des centres-villes. Les villes concentrent de manière générale les monuments ou les musées. Situé en plein cœur de ville, ces derniers touchent au quotidien un large public. Les villes constituaient donc un espace adapté pour l'étude des représentations mémorielles. Dans certains cas, notre étude nous a poussée en dehors des centres urbains pour étudier des mémoriaux positionnés à l'écart car en un lieu qui a été le théâtre d'événements historiques particuliers.

Le deuxième facteur ayant guidé le choix des terrains étudiés sont donc leurs histoires particulières. Le chapitre précédent met en évidence l'importance du rôle des villes dans l'histoire récente des pays. A ce titre Vukovar est apparue comme un terrain d'étude évident de par son aspect symbolique du à la violence du siège que la ville a

subit en 1991 et à la période d'occupation qu'elle a connue ensuite (la rétrocession à la Croatie à eu lieu en 1998). En contre pied de cette ville à l'histoire extrêmement particulière, nous avons choisi une ville moins marginale. Ce second terrain d'étude en Croatie nous permettait de mettre en regard les observations faites à Vukovar avec des éléments dégagés par l'étude d'une ville moins touchée par la guerre. Osijek représentait pour cela un cas d'étude intéressant. La ville, bien qu'ayant été assiégée pendant la guerre n'a jamais été sous occupation Serbe.

Côté Serbe, Novi Sad, la capitale de Voïvodine s'est imposée comme une évidence. Elle est la plus grande ville de la zone et présente une forte concentration d'éléments patrimoniaux et culturels. Elle a été également au centre d'un événement important des années 1990 puisqu'elle a été la cible de bombardements de l'OTAN. La ville de Subotica est apparue comme un second choix intéressant : la ville est présentée comme particulièrement représentative du multiculturalisme régional et comme étant exemplaire en termes de tolérance ethnique.



Carte 3 : Localisation du territoire d'étude

Ces choix dans la délimitation du terrain d'étude permettent d'introduire de nouvelles sous-hypothèses de recherche :

- **Les représentations de l'histoire récente dans les espaces publics serbes et croates seront très différentes et renforceront l'aspect frontière barrière.** En effet, nous pouvons imaginer que les événements mis en valeur ne seront pas les mêmes de part et d'autre de la frontière. Il est également possible que la Voïvodine multiethnique présente des institutions mémorielles moins nationalistes qu'en Slavonie.
- **Une différence marquée sera observée entre Vukovar et Osijek.** Les villes n'ont pas eu les mêmes histoires de guerres, les représentations seront donc probablement sensiblement différentes. Il est possible d'imaginer que la présentation de l'histoire faite à Vukovar soit plus nationaliste qu'à Osijek, la ville ayant subi plus fortement les dommages de la guerre.

La dernière sous-hypothèse que nous formulerons est celle des particularismes individuels. **La présence d'individus d'ethnies minoritaires sur les territoires d'études sera autant de discours dissonant du discours majoritaire.**

.2. Par quel biais comprendre et analyser les institutions mémorielles ?

L'étude de l'impact de la représentation de la mémoire dans l'espace public sur la réconciliation interethnique supposait de s'interroger sur plusieurs points spécifiques. En effet, il fallait analyser d'une part le lien direct entre les institutions mémorielles et la réconciliation mais aussi s'interroger dans un second temps sur un éventuel lien indirect entre les deux : c'est-à-dire l'impact éventuel des institutions mémorielles sur les représentations collectives de l'histoire avant de mener éventuellement à la réconciliation.

Les trois cheminements décrits sont réunis dans le schéma suivant :

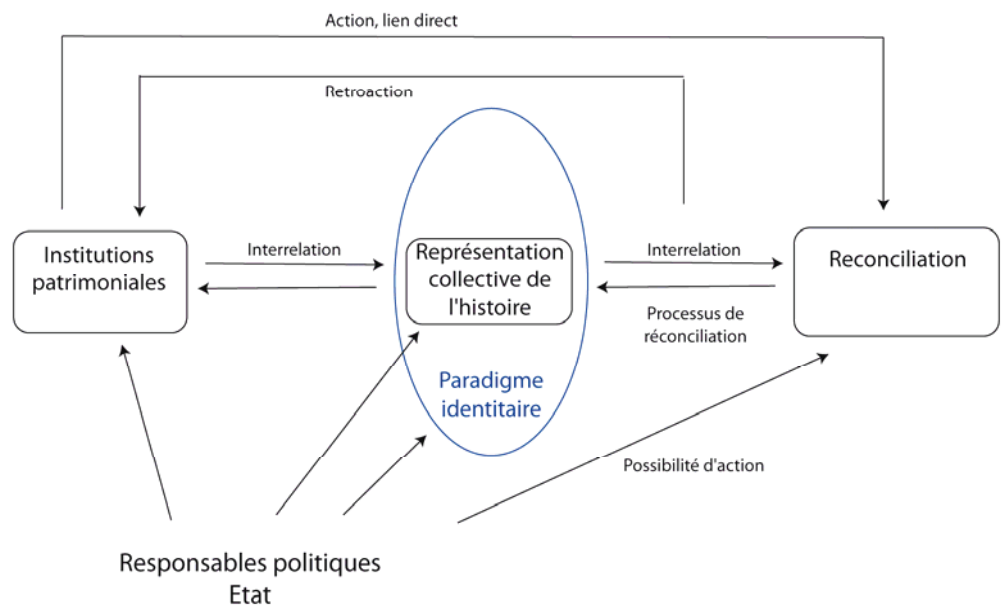


Figure 6 : Les liens directs et indirects entre les institutions patrimoniales et la réconciliation
Source : Réalisation personnelle

2.1. Des points forts à étudier

a) Le lien entre les institutions patrimoniales et les représentations collectives

D'après l'étude théorique présentée, l'influence des institutions sur les représentations collectives est importante. Cependant cette influence est réciproque puisque les institutions mémorielles sont les projections de représentations collectives. Elles fonctionnent donc également comme révélateur de ces représentations. L'Etat est

également un acteur important, agissant à la fois sur les institutions mémorielles (en tant que financeur et/ou concepteur du message diffusé) et sur les représentations à travers ses discours. L'Etat, par ces deux actions conçoit en réalité une proposition de représentation mémorielle. Cette représentation agit donc sur les représentations collectives, le groupe choisissant de les intégrer ou non (inconsciemment ou consciemment). Cette intégration du message d'Etat peut aller jusqu'à l'adéquation de la représentation mémorielle et des représentations collectives.

C'est donc cet ensemble de lien qu'il s'agira d'interroger. Le schéma ci-dessous les résume :

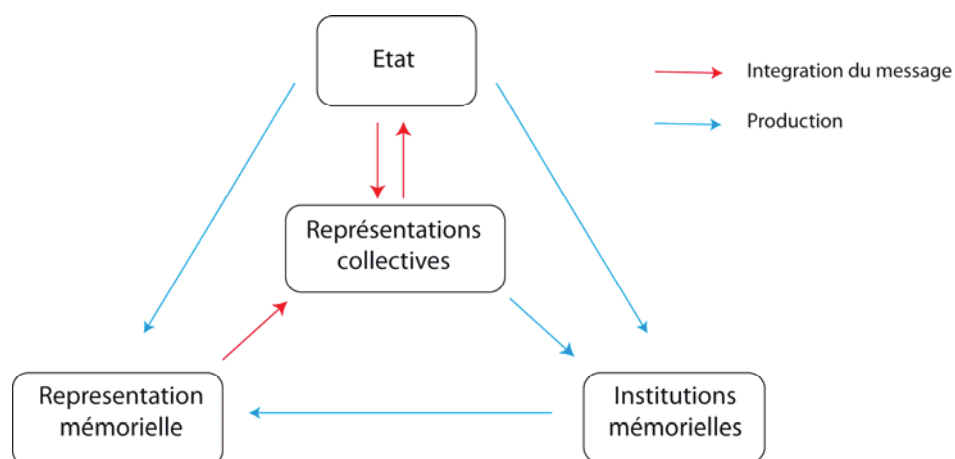


Figure 7 : Les liens (directs ou indirects) entre institutions mémorielles et représentations collectives de l'histoire

Source : Réalisation personnelle

Dans la pratique, le questionnement de ces liens passe par des interrogations auquel le travail de terrain devra répondre :

- Qui produit les institutions mémorielles ? (Qui les finance ? Qui les conçoit ?)
- Quel est le message transmis par leur biais ?
- A qui s'adresse-t-il ?
- Comment est-il intégré ? Par quelle communauté en particulier ?
- Comment les institutions mémorielles sont elles perçue ?
- Comment le message qu'elles renvoient est-il perçu ?

Ce travail représente la première phase de réponse à la problématique posée. La deuxième étape sera d'étudier dans quelle mesure les représentations mémorielles collectives produites participent à la réconciliation.

Il nous faudra également nous interroger sur la constitution même de la mémoire collective : Les représentations collectives de l'histoire sont-elle seules en jeu ? Ou existe-t-il une forme de protomémoire, c'est-à-dire une forme de prédétermination à une façon de penser, propre à un groupe ? (cf 1^{ère} partie, 22, a) la constitution des mémoires collectives)

b) Le lien avec la réconciliation

Le lien entre les représentations mémorielles et la réconciliation a été présenté en première partie de ce rapport.

Sur le terrain, il s'agira de voir si les représentations collectives de la mémoire mènent à la réconciliation ou si, au contraire, elles produisent l'effet inverse. Ainsi, notre attention s'est portée sur les zones d'ombre historiques, les épisodes passés sous silence susceptibles de susciter de la frustration parmi les représentants de l'ethnie considéré comme étant l'ennemie durant la guerre (cf 1^{ère} partie, 22, c).

D'autre part, le message qui est renvoyé à ceux auquel l'institution mémorielle n'est pas directement adressée est à étudier. En effet, si l'on suppose que les institutions mémorielles sont ethnicisées, on peut également penser que le message renvoyé par les institutions mémorielles à l'ethnie « opposée » sera négatif (provocateur, excluant...).

2.2. Quelles entrées pour une étude qualitative du sujet ?

a) L'observation directe et participante de l'espace public

L'observation de l'espace public apparaît comme une étape centrale de notre méthode de recherche.

L'observation directe a pour but d'effectuer une première analyse des représentations de l'histoire que renvoient les institutions mémorielles. Elle nous a permis d'interroger le lien entre les institutions mémorielles et les représentations qu'elles renvoient (cf, 20. a) Le lien entre les institutions patrimoniales et les représentations collectives)

Durant cette phase, le chercheur est confronté à une difficulté majeure : il est à la fois un objet d'étude (puisqu'il est lui-même sensible au message transmis par les éléments patrimoniaux), l'instrument de relevé des données (puisqu'il est l'interface entre celui qui analysera les données et l'objet d'étude), et le l'analyste lui-même. Cet entrelacement des statuts peut conduire à un certain nombre d'écueil. En effet l'observant doit à la fois se servir de sa subjectivité en tant qu'objet d'étude, et s'en méfier en tant qu'instrument de mesure¹. Le chercheur doit donc comprendre ce qui fait sa propre subjectivité afin de la mettre en perspective avec ses observations.

La deuxième difficulté est le problème des traces. L'observation participante permet d'obtenir des données qui ne restent que parce que le chercheur les garde en mémoire. Or, ce rapport en a fait suffisamment été, la mémoire est sélective. La solution idéale est une prise de note continue, qui retranscrit même ce qui paraît anodin sur le moment. Cette méthode est cependant parfois difficile à appliquer sur le terrain pour des raisons purement matérielles (Quivy et als, 2006)

Ces difficultés prises en compte, notre analyse de terrain a été conduite de façon à effectuer une analyse fine sur les institutions mémorielles déterminés. Cependant, avant d'arriver à leur analyse, il a fallu préciser ce qui devait être considéré comme une institution mémorielle intéressante dans le cadre de notre étude. Ont été pris en compte :

¹ Selon Nathalie Audas

- Les musées faisant référence à l'histoire, en particulier l'histoire récente ;
- Les lieux de mémoires matériels présents dans l'espace public des villes.

S'il était facile de trouver les premiers, la localisation des lieux de mémoires ne pouvait être uniquement le résultat de simples découvertes effectuées au cours de déambulation. Nous avons sollicité l'avis des habitants, des acteurs rencontrés au cours d'entretiens ainsi que des offices de tourisme. En effet, ce qui distingue lieux de mémoire parmi les institutions patrimoniales c'est la valeur symbolique qui leur sont accordée, d'où l'intérêt de mobiliser des acteurs locaux pour les désigner (cf 1^{ère} partie, 23. b) Le patrimoine comme lien entre l'identité la mémoire et le territoire.)

b) L'observation indirecte à travers les entretiens et les questionnaires

L'observation indirecte a été utilisée pour plusieurs raisons. Elle a permis de comprendre la façon dont étaient perçues les institutions mémorielles, à la fois par ceux qui s'y identifient directement et ceux qui les côtoient dans l'espace public de leur ville. Elle a également été utilisée pour avoir accès aux représentations mémorielles collectives et au discours officiel (représentations mémorielles produites par l'Etat).

Des questionnaires (cf. Annexe 1) ont été produits à l'intention des habitants et touristes rencontrés sur les lieux d'études, mais étant donné le peu de personnes rencontrés sur place, ils n'ont finalement pas pu être utilisés.

Pour ce qui est des entretiens, les rendez-vous sollicités visaient à obtenir un panel de d'avis représentatif sur la question considérée. Tout d'abord, il devait y avoir un équilibre entre les deux coté de la frontière en termes de nombre et de fonction occupé des personnes rencontrées. Ces personnes étaient :

- Des élus et agents de la fonction publique. Nous pouvions supposer que ces acteurs relaieraient le discours public ou le critiquaient en fonction de leurs opinions politiques. Dans le cas des agents, il devait s'agir en particulier de responsables du développement touristique ou de l'éducation.
- Des représentants d'ONG, en particulier d'ONG jouant un rôle dans la réconciliation. Ces acteurs avaient souvent un recul sur les choses et ont permis de comprendre les discours politique et le modèle de représentation de la mémoire collective ;
- De responsable de musées ou d'office du tourisme

De nombreuses données ont été obtenues lors de rencontres et de discussions informelles avec des habitants ce qui a permis de palier l'absence de réponses aux questionnaires.

La première limite rencontrée sur cette partie du travail de terrain a été la difficulté à rencontrer tous les acteurs souhaités. Le temps disponible sur place, notamment, le permettait difficilement, les emplois du temps étant parfois incompatibles. De plus, les rendez-vous étaient souvent obtenus sur place par sollicitation directe ou grâce à des contacts. Toutefois, tous les rendez-vous finalement obtenus se sont révélés très riches en informations.

La langue utilisée au cours des entretiens aurait pu être également être ressentis comme une difficulté. Ils se sont généralement fait en anglais, ce qui n'était la langue maternelle de personne. Cependant, cette difficulté c'est révélée être un avantage, car les interviewés ne disposaient pas de toutes les nuances de leur langue et allaient de ce fait

plus directement à l'essentiel de leur propos. Des discours imagés et caricaturaux (dans le sens où les points les plus significatifs étaient très vite soulignés) ont été rapidement obtenus. Un seul entretien a nécessité l'intervention d'une traductrice, mais l'interlocutrice, même si elle ne le parlait pas de façon fluide comprenant l'anglais. Cela a donc limité les possibles erreurs de traduction.

Finalement les acteurs rencontrés ont été relativement nombreux et représentatifs.

Acteurs institutionnels :

- A Osijek :
 - Ivan Vrdoljak, maire adjoint d'Osijek
- A Vukovar :
 - Sinisa Mitrovič, responsable du développement de la société civile à la mairie de Vukovar
- A Novi Sad :
 - Roland Kókai, expert associé en Coopération Régionale au sein du secrétariat pour la coopération régionale et internationale du gouvernement de la province autonome de Voïvodine
 - Aleksandar Prekodravec, avocat et expert associé au sein du secrétariat pour la coopération régionale et internationale du gouvernement de la province autonome de Voïvodine
 - Maja Sedlarević, vice présidente de l'assemblée de la province autonome de Voïvodine

Représentants d'association :

- En Croatie :
 - Kristina Babić :
 - Nada Jovanović : responsable de l'Alliance Française d'Osijek
- En Serbie :
 - Predrag Đurić, vice-président du CETIM (Center for Education Tolerance et Multiculturlism)
 - Pierre-Yves Noël, responsable du centre culturel français de Novi Sad.

Responsable de musées :

- A Vukovar :
 - Kristijan Drobina, mémorial d'Ovčara
 - Romina Mojnić, responsable du musée de la guerre Vukovar
- A Novi Sad
 - Nemanija Kostić, conservateur du musée de Voïvodine

Acteur du tourisme :

- A Osijek :
 - Zvonimir Danić, responsable de l'office du tourisme d'Osijek
- A Vukovar :
 - Jasna Babić
 - Marijana Vukan

Habitants et touristes :

Au cours des semaines passées sur le territoire, l'occasion de mener des discussions informelles avec de nombreuses personnes très différentes, qui ont apporté un regard

nouveau sur mon sujet.

Des questions permettant de guider l'entretien ont été préalablement préparées (Annexe II). Toutefois, les entretiens ont été volontairement très peu directifs : les sujets abordés étaient très sensibles et il fallait que l'interviewé puisse se sentir libre de donner son opinion et de raconter son histoire personnelle. Leur avis sur la thématique de recherche a été aussi précieux que les réponses aux questions posées. Cette liberté de parole a notamment permis d'obtenir de nouvelles pistes au moins aussi intéressantes que celle déjà envisagées. Même avec les acteurs institutionnels, cette liberté de s'écarter de leur rôle de représentant de l'institution les a amenés à adopter une position critique par rapport à l'institution qu'ils représentent. De plus, afin de ne pas influencer les réponses, les questions étaient abordées par le biais de thématiques différentes, notamment celle du développement touristique de la région transfrontalière

Le tableau ci-dessous résume l'ensemble de la méthode présentée ci-dessus :

Méthode utilisée	Thématiques abordées			
	Représentations mémorielle d'Etat	Réceptions de la représentation mémorielle d'Etat	Représentation individuelle de la mémoire	Représentation collective de la mémoire
Observation directe participante	😊	😊		
Entretiens avec les acteurs institutionnels	😊	parfois 😊	parfois 😊	parfois 😊 😊
Entretien avec les représentants d'associations	😊	😊 😊	😊	😊
Discussions informelles	😊	😊	😊	😊

Tableau 1 : Méthode utilisée au cours de l'enquête de terrain

La présence du 😊 montre que la méthode permet d'obtenir directement l'information.

La présence du 😊 montre que l'information reçue est déjà une analyse faite par l'interviewé.

Le fait que l'obtention d'informations se fasse parfois de manière directe pour certains sujets avec les acteurs institutionnels vient du fait que certains se sont sentis libres de parler en tant qu'individus, détachant le discours individuel du discours officiel.

PARTIE 3

**UNE ANALYSE DE LA
TRANSCRIPTION DE LA
MEMOIRE DANS L'ESPACE
PUBLIC**

1. Les lieux mémoriaux participent à la cristallisation des rancœurs

L'exposé qui suit est construit à partir d'observations, effectuées de la façon la plus exhaustive possible, des représentations de l'histoire récente visibles dans l'espace public.

1.1. Une omniprésence de la guerre dans l'espace public Croatie

La Slavonie a été très touchée par la guerre. Le paysage urbain et rural en témoigne encore aujourd'hui : dans les campagnes, il n'est pas rare de croiser des terrains minés, dans les villes, des impacts de balle parsèment certaines façades. Cependant, les institutions patrimoniales transcrivent différemment cette histoire récente.

a) Osijek, la ville de l'oubli

La ville, beaucoup moins touchée que Vukovar, porte malgré tout encore quelques signes de la guerre. Régulièrement, on peut voir des traces laissées par les balles ou les obus qui sont tombés dans la ville.



Photographie 1 Impacts d'obus sur les façades la ville

Parmi ces marques très peu ont été laissée volontairement : les façades non ravalées ne le sont, selon les habitants, que par manque d'argent. La seule trace volontairement

laissée semble être sur un des musées de la ville. Cependant, d'après I. Vrdoljak¹, les stigmates sont parfois conservés volontairement.



Photographie 2 : La galerie d'art d'Osijek (avenue de l'Europe)

L'impact d'un obus a été peint en rouge pour signifier que le musée saigne depuis la guerre.

Des deux musées faisant référence à l'histoire dans la ville, aucun n'aborde l'histoire récente, qu'il s'agisse de la période Yougoslave ou de la guerre des années 90. Pourtant comme Vukovar, Osijek a été assiégée et a subi des dommages importants durant la guerre. Mais, elle n'a jamais été prise et n'a jamais fait partie de la zone occupée par la République Fédérale de Yougoslavie après la guerre.

Même si les discours soulignent une envie de laisser le passé en arrière, les habitants restent profondément marqués par les événements des années 1990.

¹ Ivan Vrdoljak, maire adjoint d'Osijek

Eléments faisant référence à l'histoire récente à Osijek :

Ces éléments restent discrets. Les gens ne lisant pas le croate ne les reconnaissent pas comme tel :

Le monument à l'honneur des soldats :



Photographie 3 Le monument au mort d'Osijek

Les inscriptions sur le monument signifient : « En l'honneur des vétérans et victimes croates de la guerre patriotique. Juin 2002 »

Lorsque l'on sait qu'en Croatie la nationalité est distinguée de la civilité et compte tenu de l'état actuel des relations interethniques, il est très probable que ce monument fasse référence à **l'ethnie croate**. Le monument est vu comme particulièrement disgracieux par une grande partie des habitants de la ville, qui semblent ne pas se l'être totalement approprié (ils l'ont surnommé « le radiateur »).

Un autre symbole fait davantage consensus parmi les habitants d'Osijek : il s'agit de plaques de plexiglas posée sur la chaussée aux endroits où des gens sont morts durant le siège d'Osijek. Elles rappellent le fait que durant la guerre, les gens mourraient partout, simplement en marchant dans la rue.



« **Photographie 4 Plaques dédiés aux tués durant la guerre** »

« Cast palima » signifie « honore ceux qui sont tombés »

« na ovom ! svakom kvadratu zemlje hrvatski » signifie « ici, et sur chaque parcelle de terre croate » (Traduction personnelle assistée par Irina Mikulic)

Un autre monument, situé en centre ville, sur une des places principales, n'a pas de lien direct avec l'histoire récente mais attire l'attention : il s'agit de la statue d'Ante Starcevic. Ce personnage controversé de l'histoire croate est né à Osijek en 1823 et mort en 1896. Il est considéré comme le père de la Croatie en tant que nation (les slaves du sud étant jusqu'alors considérés comme une seule nation). Cette paternité n'a en soit rien de choquant, cependant la controverse est née du fait qu'en plus d'être soupçonné de racisme et d'antisémitisme, il pensait « que les serbes étaient pire que des juifs » et a déclaré : « ce n'était pas sans raison que j'ai essayé de montrer à quel point les serbes étaient aujourd'hui dangereux de par leurs idées et leur prédisposition raciale, et l'inclinaison naturelle pour la conspiration, la révolution et le coup d'Etat qui coule dans leurs veines » (Pucek, 1998).



Photographie 5 Statue d'Ante Starcević

Ante Starcevic, « père de la patrie » (otac domovine). Sur la face droite du socle une citation, traduite en anglais sur la face gauche signifie «Only the laws of God and Nature are above the sovereign will of the people of Croatia, GOD AND CROATS»¹

Ici encore, le monument fait référence à l'ethnie Croate.

Le fait que la citation soit en anglais attire en soi l'attention de tout non croatophone. Il est en effet très inhabituel de voir une citation écrite en une langue qui n'est pas officielle dans le pays sur un monument. Lorsque la citation est traduite, il s'agit la plupart du temps de monuments commun à deux nations dont la langue est différente (la langue de traduction est celle de cette seconde nation : les mémoriaux franco-allemands sur les plages du bombardement) ou bien il s'agit d'un pays qui accueille de nombreux touristes et a une politique de traduction sur toute la ville (ce qui n'est pas le cas à Osijek) Elle paraît s'adresser à eux, comme une mise en garde. Cette statue a été l'objet d'une importante polémique, pour son caractère nationaliste mais également car Ante Starcevic ne voulait pas être représenté dans les espaces publics après sa mort. La municipalité pense à l'éventualité de la retirer.

Malgré des marques de guerre importantes, la thématique reste un sujet sensible. Dans les institutions, les responsables assurent que la guerre fait bel et bien partie du passé et que par conséquent, les relations avec la Serbie sont tout à fait normalisées. Cependant, l'observateur se rend rapidement compte du fait que le sujet est tout simplement évité, en particulier en ce qui concerne les projets mettant en jeu des parties de chaque côté de la frontière. L'office du tourisme laisse donc le tourisme de guerre à Vukovar et insiste sur les autres atouts de la ville et de la région. Cependant force est de constater que ces atouts ne sont pour l'instant pas mis en valeur. De nombreux efforts sont faits dans ce sens, sans jamais aborder la question de l'histoire récente. Les acteurs du tourisme local

¹ Seul les lois de Dieu et de la Nature sont au dessus de la volonté souveraine du peuple de Croatie, DIEU ET CROATES

considèrent la ville comme secondaire dans l'histoire récente. Il n'y a pas lieu selon eux d'organiser la représentation de celle-ci dans l'espace public ou de construire une politique la concernant. La contradiction entre le nationalisme véhiculé par les monuments et cet oubli affiché est toutefois notable.

b) Vukovar, la « ville-lieu de mémoire »

Les bombardements dans la ville de Vukovar ont profondément marqué à la fois ses habitants et sa forme urbaine. Ces deux faits sont indissociable, puisqu'il incombe aujourd'hui aux habitants de choisir ce que deviendra Vukovar dans l'avenir. Entre reconstruction (à l'identique ou non) et désir de garder des traces de la guerre, rien n'est encore figé ou décidé dans la ville. Cependant, le devenir de la ville ne dépend pas uniquement d'eux. La valeur symbolique de la ville est très importante. Une grande partie des croates se sentent donc très concernés par ce qu'il adviendra. Après la guerre, l'opinion publique croate était en faveur d'une non-reconstruction de la ville. Cette opinion a été relayée par el maire d'alors (HDZ). Elle devait rester intacte pour entretenir le souvenir. Ce sentiment était partagé par une partie des habitants de la ville, cependant, d'autres ont souhaité reconstruire leurs maison et s'y réinstaller. La ville a alors regagné une partie de ses habitants mais le choix par la mairie, en accord avec les habitants était fait de n'en reconstruire que le moins possible. Si cette idée est, semble-t-il, restée majoritaire dans le pays, à Vukovar, les mentalités évoluent. Les habitants de Vukovar semblent aujourd'hui majoritairement souhaiter que les reconstructions s'accélèrent.

Pour un étranger de passage à Vukovar, la ville est impressionnante. Un grande partie des bâtiments, en particulier aux abords de la ville sont détruits et parmi ceux qui restent debout, seuls ceux qui ont été reconstruits ne portent aucun stigmates de la guerre. La ville dans son entièreté est un lieu de mémoire, les visiteurs ont l'impression d'entrer dans un véritable musée de la guerre. Analyser la présence du passé proche dans la ville et de sa réception revient à comprendre comment est organisé et pratiqué le tourisme dans la ville.



Photographie 6 : Une maison de centre ville à Vukovar
Réalisation : Cyril Barbier

Son tourisme reste basé sur du tourisme de guerre : qu'il s'agisse de Croates ou d'étrangers, les touristes viennent découvrir une ville détruite par la guerre. Il est frappant de constater que les symboles de la ville, présents notamment sur tout les bus, sont la colombe de Vučedol et le château d'eau détruit en partie par les bombardements et conservé en l'état depuis. Le château d'eau est le stigmate le plus marquant de la destruction de par sa taille et sa visibilité : situé sur les hauteurs de la ville il est visible où que l'on se trouve.



Photographie 7 : Le château d'eau de Vukovar
Réalisation : Cyril Barbier

Ce tourisme de guerre semble participer d'une certaine évolution des attentes, d'une nouvelle mode. Les gens ne se contentent plus de « rester sur la plage, désormais, ils veulent expérimenter, comprendre les vies qui ne sont pas les leurs, en particulier les touristes américain, qui viennent chercher leurs racines européennes »¹. Un paysage d'après guerre devient une curiosité pour beaucoup. Contrairement à Osijek, la ville offre de multiples références à la guerre. Il existe un circuit touristique comprenant l'hôpital, le site d'Ovčara, le charnier d'Ovčara, le cimetière où sont enterrés les résistants et le musée de la guerre. Lors de l'entretien mené auprès du responsable de l'agence touristique d'Osijek, celui-ci a par ailleurs déclaré que le tourisme de guerre ne représentait un potentiel qu'à Vukovar et que les touristes y étaient vraiment différents de ceux du reste du pays. Les touristes n'y viendraient que pour le tourisme de guerre, reléguant une fois encore la ville à son seul rôle de ville martyr. Le tourisme de guerre est donc un enjeu important pour la ville, cependant son contrôle semble lui échapper. Les principaux organismes en liens avec le tourisme ne sont pas soumis au contrôle politique de la municipalité. Tout d'abord, l'office du tourisme doit signifier ses actions à l'équipe municipale, elle reçoit des indications mais n'est nullement obligée d'en tenir compte. Mais plus important encore est le fait que la plus grande partie des touristes passent par des guides touristiques ou des agences de voyages pour faire visiter la ville, or, ces organismes privés se focalisent souvent sur le tourisme de guerre. Pour tenter de changer cette image, la ville met l'accent sur la reconstruction de son musée (Palais de Comtes) et sur la promotion de son site archéologique (Vucedol). Depuis peu, une ONG réunit des guides touristiques qui sont chargés de faire visiter la ville en montrant les aspects non liés au tourisme de guerre et que la plus part des guides ne montraient pas.

¹ Extrait de l'entretien avec Nemanja Kostic

Ces guides prennent le relais des guides venant souvent d'autres villes de la région (Osijek par exemple) qui avaient tendance à se focaliser sur les aspects touchants uniquement aux conflits récents. Ceci participe à montrer le changement dans les esprits à Vukovar : une partie de plus en plus grande des habitants veut dépasser cette idée de ville martyr : « Si l'on ne fait rien pour aller de l'avant, les jeunes vont continuer à partir, la population va vieillir. Les gens de l'extérieur veulent faire de Vukovar une ville musée, une ville fantôme. C'est aux habitants, qui sont attachés à la ville, de faire en sorte que ça n'arrive pas »¹.

Eléments faisant référence à l'histoire récente à Vukovar :

La croix au bord du Danube et les maisons écroulées :



Photographie 8 : Les maisons écroulées

Réalisation : Cyril Barbier

¹ Extrait de l'entretien avec Senica Mitrovič



Photographie 9 : Monument aux morts

Le château des Ducs de Elts: Probablement à cause de sa symbolique forte pour la culture croate, le château a été la cible de nombreuses ogives et a subi d'importants dommages. Sa reconstruction, aujourd'hui en cours, sera un nouveau symbole de la volonté de mettre derrière elle les années de guerre.



Photographie 10 : Le château des ducs de Elts

Réalisation :Cyril Barbier

L'hôpital : Un mémorial occupe le sous-sol de l'hôpital de Vukovar, la où les derniers combattants se sont réfugiés lors de la chute de la ville. C'est le mémorial qui semble diviser le plus : certains le trouvent très digne, très beau et artistique mais beaucoup critiquent le fait que les enfants y soient amenés très jeunes. En effet, le mémorial présente un film particulièrement dur « les enfants en ressortent en pleurant, et ensuite ils doivent aller dans le reste du mémorial, c'est absurde »¹. Le film présente la ville telle qu'elle était à la fin des mois de siège, montre des images d'archive, les noms des morts... avec en fond sonore une musique de film hollywoodiens visant à accroître l'émotion du spectateur (« Mais qui a bien pu faire le choix d'une musique pareille, un peu techno-classique, qui nous tire les larmes ? »²). Le mémorial en lui-même est souvent ressenti comme particulièrement oppressant, « mais il permet aux visiteurs de se projeter, d'imaginer ce que les gens on vécu »³. D'autre part, il est particulièrement surprenant de voir que le mémorial n'est pas isolé du reste de l'hôpital : patients et soignants passent devant en permanence. Ceci démontre la non-séparation, l'intégration du passé dans le présent, participant en quelque sorte de l'obligation de se souvenir pour celui qui fréquente ce lieu.

¹ Extrait de l'entretien avec Kristina Babic

² Extrait d'une conversation avec un touriste français

³ Extrait de l'entretien avec Romina Mojnić



Photographie 11 : Entrée du mémorial de l'hôpital de Vukovar

Un véritable travail de design a été fait pour l'hôpital de Vukovar



Photographie 12 : Reconstitution du vécu des réfugiées de l'hôpital de Vukovar

Un décor un peu surréaliste, avec une succession de salles dans lesquelles les patients (futures victimes d'Ovčara) sont représentés.



Photographie 13 : Salle centrale du mémorial de l'hôpital de Vukovar

Au cœur du mémorial, une salle est consacrée à une œuvre commémorative.

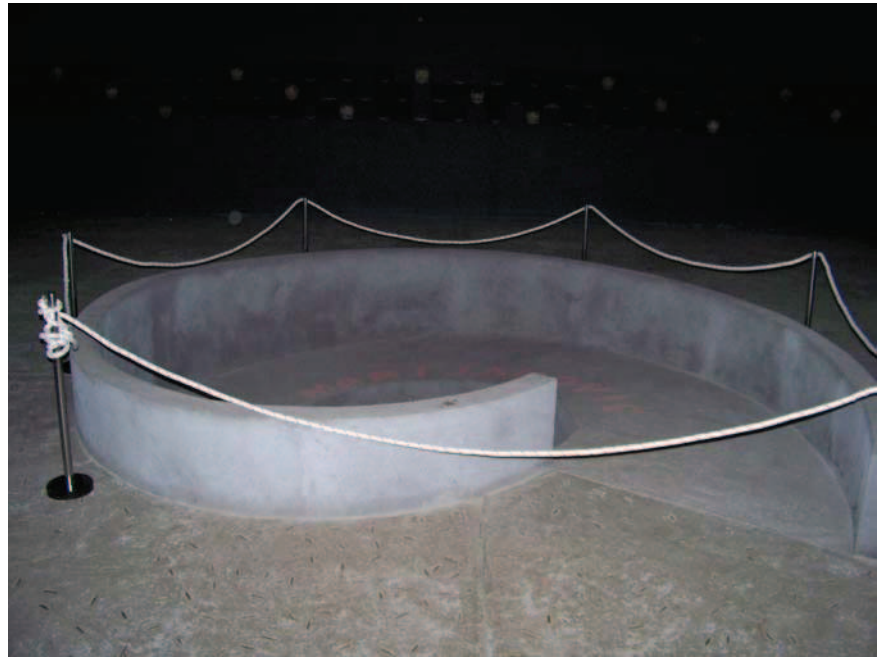


Photographie 14 : Couloir commémoratif pour les raflés de l'hôpital

Le couloir, où les noms des personnes disparues dans la rafle de l'hôpital sont inscrits, est utilisé par les soignants et les patients.

Le mémorial hésite entre commémoration et information au public, à travers son film descriptif. Cependant, ce film montré à un public non averti (touristes, jeunes enfants) participe à la victimisation croate. Dans une ville où les enfants croates ne vont pas en classe au même moment que les enfants serbes de Croatie, il ne participe pas à instaurer un climat de réconciliation.

Le site d'Ovčara : Le site est une création d'un peintre de Zagreb, Miljenko Romić. Il a été financé par le maire de Zagreb, Mr. Milan Bandić.



Photographie 15 : Intérieur de la grange d'Ovčara

La grange où ont été enfermés les résistants a été convertie en mémorial.

Le site ne présente aucun texte, aucun élément faisant référence à l'histoire. Un guide sur place présente l'œuvre de l'artiste et réponds aux questions. Le discours tenu sur l'œuvre elle-même reste neutre. En revanche celui tenu sur l'histoire à laquelle elle se réfère est beaucoup plus partial : le guide défini les serbes comme étant les agresseurs à Vukovar. A la question posée sur la possibilité d'avoir un mémorial commun (serbo-croate), il répond « ce n'est pas imaginable, c'est quand même eux qui nous ont agressé pendant 300 ans ». Ce discours démontre de sa partialité (les faits historiques sont moins univoques). Un élément a longtemps fait débat : il s'agit de l'absence du drapeau croate sur le site, qui est du au fait que les tués n'étaient pas uniquement des Croates (il s'agissait des non-croates présents dans l'hôpital).

Le site est un lieu de mémoire jugé important par la population Croate. S'il n'est pas à remettre en cause la nécessité de continuer à se souvenir de ces éléments du passé, le message qui y est véhiculé alimente encore l'idée selon laquelle les Croates sont les victimes historiques des Serbes.

Le cimetière : Situé sur la route d'Ovčara, le cimetière est un lieu de recueillement important pour les croates. Son emplacement est celui de la fosse commune dans laquelle ont été jetés les civils et soldats morts à Vukovar. Il est une propriété de l'Etat croate, il est détenu et a été créé par le ministère de la Défense qui a commandé le monument : la Croix-Air. L'auteur de ce monument est Mme Georgina Ostoja de Zagreb, il est fait en bronze et à l'intérieur brûle une flamme éternelle.



Photographie 16 Tombes des morts durant le siège de Vukovar

Chacune de ces croix symbolise un défenseur de la ville. Ce lieux est connoté positivement et a été un des symboles d'une avancée vers la paix car il peut symboliser indifféremment les croates ou les Serbes de Croatie.



Photographie 17 : Tombes des disparus

Pour symboliser les disparus dont on n'a jamais retrouvé le corps, des tombes vides sont laissées ouvertes juste à côté des croix.



Photographie 18 : La croix d'air

Ce monument, très apprécié pour son esthétique, a été érigé en commémoration des morts durant la guerre en Croatie

Le charnier d'Ovčara : Le lieu, où avaient été enterrés les morts d'Ovčara, est devenu un lieu hautement symbolique : c'est ici que le président serbe Boris Tadic, accompagné de son homologue croate Ivo Josipovic, est venu présenter les excuses des Serbes pour les massacres perpétrés à Vukovar, en septembre 2010. L'obélisque noir a été imaginé par Slavomir Drinkovic, sculpteur de Zagreb. Il présente une fissure en forme de croix, et dans sa partie centrale il ya une colombe sans tête. Ce monument est

présent dans chaque lieu en Croatie où quelqu'un est mort pendant la guerre.



Photographie 19 : Monument commémoratif du charnier d'Ovčara



Photographie 20 : Monument commémoratif du charnier d'Ovčara (2)

Sur la plaque, les inscriptions signifient : « En souvenir des 200 blessés croates, défenseurs ou civils pris à l'hôpital de Vukovar, exécutés durant la plus terrible attaque serbe envers la République de Croatie. »

L'endroit fait généralement consensus : sa sobriété et sa qualité esthétique en fait un lieu de recueillement apprécié. Encore une fois, il **désigne clairement une victime (le peuple croate) et un coupable (le peuple serbe).**

Le musée de la guerre : Le musée rassemble un certain nombre de pièces sur le thème de la guerre et en particulier de l'épisode de Vukovar.



Photographie 21 : Le musée de la guerre (1)

Une première partie retrace au jour le jour la résistance de Vukovar.



Photographie 22 : Le musée de la guerre (1)

Le musée met en scène les héros de la guerre : le groupe de combattants ayant abattus des chars sur la route désormais baptisée « le cimetière des tanks ».



Photographie 23 : Les armes serbes

Les armes utilisées par l'armée yougoslave et les serbes (présentées comme des armes de bonne facture) sont comparées aux armes dont se servent les résistants (« croates »).

Le musée manque clairement de moyens, cependant il est ressenti comme « humainement plus acceptable¹ ». Il ne montre que l'opposition des hommes ayant choisi de se battre (assimilés à l'armée croate). Il est créé pour avoir plusieurs niveaux de lecture : des enfants qui s'amuse en allant voir les chars, aux plus avertis qui peuvent en apprendre davantage sur les stratégies militaires.

Il semble que, contrairement aux différents mémoriaux croisés dans la ville, **qui visent à susciter l'empathie du visiteur**, le musée de la guerre, à travers ses histoires de héros de guerre, semble faire appel à un **sentiment de fierté nationale**.

Les éléments faisant référence à l'histoire récente dans l'espace public de la ville sont perçus comme étant indispensable, essentiel pour accomplir le devoir de mémoire. Ils célèbrent les morts et rappellent l'atrocité de la guerre et de la destruction de la ville. Cependant, leur valeur pédagogique reste à démontrer (« si tu ne sais rien de l'histoire de Vukovar en arrivant, tu n'en sauras pas beaucoup plus en partant »). Seul le musée de la guerre est clairement à but informatif. Cependant, il est sans doute trop focalisé sur la bataille de Vukovar. En effet, en l'absence d'autre source d'information, le musée ne restitue que trois mois d'une guerre qui aura duré trois ans, sans en définir les causes. Pour ce qui est des mémoriaux, le

¹ Extrait d'une conversation avec une étudiante croate

message qu'il transmet est relativement peut clair et probablement encore trop inscrit dans l'idéologie de victimisation du peuple croate. Il n'existe pas, au niveau de la ville de politique ou de réflexion officiellement menée sur la question des mémoriaux. D'où la dérive actuelle du tourisme de guerre, « la stratégie touristique est mal définie, la plus part des projets ne font qu'aller chercher l'argent là où il se trouve » regrette Sinisa Mitrovič. Des projets sont en cours, en particulier liés à la culture Vučedol et au Danube (cyclotourisme) mais rien en ce qui concerne l'histoire récente. Seul un projet de parc de la paix semble vouloir faire une référence de façon indirecte à l'histoire, mais le projet final est loin d'être arrêté par la mairie.

Vukovar offre donc de nombreuses références à la guerre. Par facilité, le tourisme développé ne s'appuie que sur ces éléments, figeant une image de ville martyr. Le message renvoyé par les différentes institutions mémorielles reste finalement peu développé : ne renseigne pas sur l'histoire récente et ne présentant que des vérités arrangeantes, participant au discours de victimisation construit à l'échelle nationale. D'après Sinisa Mitrovič, s'il n'est pas possible de changer les mémoriaux, il serait probablement intéressant de travailler sur le message qu'ils transmettent. Cependant, les discussions qui se jouent dans la ville portent plus sur le changement ou non de l'image de martyr de la ville pour un retour à **l'image qu'elle pouvait avoir avant la guerre : celle d'une ville à l'architecture remarquable et du berceau de la culture Vučedol.**

Le paradoxe de Vukovar est là : entre le souhait de conserver une « ville témoin » des événements, qui garderait l'intégralité de son potentiel touristique lié à la guerre et celui de tourner définitivement la page de l'histoire.

A Vukovar comme à Osijek, les institutions mémorielles semblent ignorer la complexité des faits et ne participent pas à l'émergence d'un discours public ouvert à la diversité des réalités, des ressentis, des souffrances ; ouvert également au point de vue des Serbes sur le conflit Serbo-croate

c) L'amnésie serbe

A Novi Sad, l'ambiance est totalement différente : la capitale de la Voïvodine est une ville animée.



Photographie 24 : Le centre ville-de Vukovar en soirée

Dans, les discours des gens rencontrés, la guerre est à priori loin d'être une question prioritaire. La ville est à l'image de ces discours : la guerre n'apparaît pas comme une évidence dans l'espace public. Au contraire de la Slavonie, Novi Sad n'a jamais été le terrain de combats. Seuls les bombardements de l'OTAN pourraient avoir laissé une trace visible des conflits dans la ville. Ces bombardements ont touché les ponts au dessus du Danube, faisant un mort.



Photographie 25 : Les piles d'un des ponts détruit pendant la guerre

Ils ont été fortement handicapants, en touchant les réseaux. Malgré tout, le reste de la ville a été entièrement épargné. La plupart des ponts ont été rapidement reconstruits à l'exception du plus coûteux. Il n'en reste désormais plus que les piles. La zone n'est donc pas un territoire en reconstruction après guerre.

Eléments faisant référence à l'histoire récente à Novi Sad :

Un seul élément fait référence à **l'histoire récente de la ville**. Il s'agit d'une part d'une plaque commémorative dédiée à l'habitant de Novi Sad tué par les bombardements de l'OTAN.



Photographie 26 : Plaque commémorant le mort dans les bombardements de Novi Sad

La plaque commémorative, placée sur les bords du Danube, près de l'endroit d'où partait le pont porte les inscriptions : « Les forces aériennes de l'OTAN ont détruit le pont Varadin le 1^{er} Avril 1999. Le citoyen de Novi Sad, Oleg M Nasov, a été tué sur ce pont à l'âge de 29 ans.

Il semble ne s'agir que de ce qui est fait habituellement pour commémorer la mort d'un citoyen, tué lors d'une attaque.

Pour ce qui est de **l'histoire récente dans laquelle a été engagé le pays**, à savoir la guerre des années 90, elle n'est absolument pas évoquée, ni dans les espaces publics, ni dans les musées. En effet, deux musées font référence à l'histoire à Novi Sad. Les périodes qu'ils évoquent commencent à la préhistoire et s'arrêtent à la seconde guerre mondiale. Il n'y a rien qui évoque la période communiste ou les conflits des années 1990. On peut également remarquer l'absence d'éléments commémorant les citoyens de Novi Sad morts au combat pendant ces années. La section sur la 2nde guerre mondiale dans la partie moderne du musée de Voïvodine a été très importante (le musée lui était entièrement consacré) lorsque Tito était encore au pouvoir en ex-Yougoslavie. D'après Nemanja Kostic, le récit de la seconde guerre mondiale mettait en valeur les actions de Tito et participaient à la propagande d'Etat. Toujours d'après M. Kostic, le communisme n'intéresse plus grand monde, voire est impopulaire depuis la chute de la

Yougoslavie. En effet, l'idéologie communiste est contraire à l'idée de création d'un Etat nation serbe, portée par Milošević et encore aujourd'hui d'une manière totalement différente, i.e., mais pas davantage pro-communiste par Tadic (actuel président Serbe). Progressivement, la section évoquant la guerre a donc laissé place à une exposition d'art contemporain, restreignant fortement l'espace consacré aux anciennes pièces du musée. La problématique est la même pour l'évocation de l'histoire qui a suivi. Le gouvernement serbe se refusant à éclaircir son rôle des années 1990, l'histoire moderne est comme passée sous silence dans l'espace public¹. Le gouvernement de Voïvodine déclare que ce silence est dû en particulier au fait que jusqu'à présent le gouvernement Serbe était directement compétent sur toutes ces questions en Voïvodine. Mme Sedlarević espère que le transfert de compétence du niveau Etatique à la province permettra un changement. Cependant, de ce côté de la frontière encore, aucune politique mémorielle n'est mise en place concernant la représentation de l'histoire récente dans l'espace public.

La ville de Subotica confirme cette constatation d'absence de représentation de la guerre dans l'espace public. La ville présente une architecture Austro-hongroise très bien conservée, qui semble n'avoir subi aucun dommage durant la guerre. Le seul monument commémoratif observé concernait la seconde guerre mondiale.



Photographie 27 : Mémorial de la 2nde Guerre Mondiale de Subotica

Le monument, d'une taille impressionnante, occupe toute la largeur d'une place construite au bout d'une artère immense. Le monument est donc situé de façon centrale dans la ville.

L'importance de ce bâtiment rappelle le fait qu'à Novi Sad après la guerre, le musée consacré à la 2nde guerre mondiale était très important, afin de glorifier la victoire de Tito sur le fascisme.

¹ Extrait de l'entretien avec Maja Sedlarevic

d) Bilan de l'enquête par observation directe

De manière générale, le travail d'enquête sur le terrain aura permis de mettre en évidence différents faits liés à la transmission de la mémoire en Serbie et Croatie. Il semble confirmer notre hypothèse de départ selon laquelle les institutions mémorielles, telles qu'elles étaient mises en place en Serbie et Croatie participaient à la cristallisation des rancœurs héritées des conflits interethniques.

En effet, sur ce territoire l'épisode de guerre le plus largement représenté est l'épisode de l'attaque de la Slavonie par l'armée Yougoslave au sein de laquelle servait des habitants de la Voïvodine et assisté de paramilitaires serbes. Dans cet épisode particulier, il semble possible de définir que la nationalité du coupable type : il est Serbe et de la victime type : elle est Croate. Cette période historique est restée figée à Vukovar, presque telle qu'elle, sans réelle mise en perspective, ni avec ce qui s'est passé avant, ni avec ce qui s'est passé après. La représentation des événements est comme un instantané de périodes particulièrement triste et macabre pour les habitants de Slavonie. C'est cette représentation qui semble être restée dans l'imaginaire collectif en Croatie. Si à Osijek, le nationalisme reste exacerbé dans les lieux de mémoire, Vukovar tient un rôle de victime au niveau national. Osijek semble plutôt jouer sur l'héroïsation des soldats Croates. Les monuments présents à Osijek ainsi que le musée de la guerre de Vukovar témoignent de la volonté d'entretenir une certaine énergie nationaliste (Héroïsation des combattants croates). Cette politique de victimisation permet à l'Etat croate de justifier tous ses propres crimes de guerre. Les Serbes ont attaqué en premier, la suite de la guerre n'est qu'une réponse légitime. D'autre part, un dernier fait argumente en faveur du flou historique qui entoure la guerre : comme nous l'avons déjà signalé, aucun monument ne retrace les années de guerre et ses causes, cependant, l'Hôpital et le mémorial d'Ovčara laisse entrevoir des parties de l'Histoire et sous-entendent l'entière responsabilité Serbe.

En Voïvodine, l'absence de monument évite de donner aux gens une occasion d'y penser dans le quotidien. A Novi Sad et Subotica, les monuments sont très discrets voire absents et paraissent relayer cette volonté d'oubli. Un élément peut être retenu pour étayer cette thèse : l'absence de monument commémoratif, même pour les Serbes morts dans l'armée Yougoslave. Le plus étonnant est que la raison officielle de ces combats était la défense des minorités serbes présentes en Croatie.

Les observations de terrain laissent donc transparaître plusieurs points importants concernant la représentation du passé dans les espaces publics. D'une part, une coupure franche existe entre la Serbie et la Croatie (accentuant le rôle de coupure que peut avoir la frontière cf rapport d'Atelier sur la coopération en Serbie-Croatie). En effet, les dommages de la guerre prennent le pas sur tout le reste dans les espaces publics de Vukovar, de même qu'ils sont très présents à Osijek, alors qu'en Serbie, il ne reste quasiment rien pouvant suggérer que des conflits se sont récemment tenus dans la région et qu'ils ont directement concernés les populations de Subotica et Novi Sad. D'autre part, entre Osijek et Vukovar, il existe une grande différence, probablement due au fait qu'à l'inverse de Vukovar, Osijek n'a jamais été occupée par l'armée Yougoslave et que les dommages causés sont beaucoup moins importants.

Cette étude de terrain nous amène à conclure que les espaces publics de Vukovar traduisent une politique de victimisation tandis que ceux présents à Osijek sont plutôt témoins d'un nationalisme toujours extrêmement présent. Ces

signes contrastent fortement avec l'absence notable de représentation du passé récent à Novi Sad et Subotica, qui semble témoigner d'une certaine forme de négationnisme.

.2. Une représentation qui n'est pas toujours le relais de réalités mémorielles

L'étude de terrain a révélé une forme de représentation de l'histoire par la collectivité, cependant, cette représentation est à nuancer. En effet, elle doit être comparée avec celle transparaissant des discours, qui ont été tenus durant le travail sur le terrain, mais aussi à travers les discours effectués par les hommes politiques, adressés à leurs électeurs. Si les discours de ces derniers varient peu, les discours individuels sont dissonant par rapport à ce parti pris collectif que semble être la mémoire commune

2.1. Une mémoire collective radicalisée par les enjeux politiques

a) Une correspondance entre observation et entretiens...

Ce travail a mis en évidence des clivages forts entre les représentations croates et serbes. Sans aller jusqu'à dire que ces clivages sont uniquement à une politique d'Etat, nous pouvons supposer qu'il est le résultat de politiques nationalistes, d'éléments de contexte international et de sentiments individuels forts et en un certain sens légitime car humains.

Notre hypothèse de départ estimant que les approches Serbes et Croates en matière de compte rendu historique ne pouvaient qu'être différente à bien été confirmée lors de l'enquête de terrain.

De façon consensuelle, tout d'abord, les Croates et les Serbes nomment différemment la guerre des années 1990. Les Croates la présentent comme une guerre d'indépendance. Elle est appelée Domovinski rat (La république croate de Yougoslavie avait un droit constitutionnel de se détacher de la Yougoslavie : Tito lui-même l'avait prévu. L'armée Yougoslave (assimilée à une armée Serbe) aurait donc, selon les Croates, attaqué la Croatie sans aucune raison. Ils perçoivent pour beaucoup les Serbes comme étant les agresseurs et même, comme les oppresseurs. Dans leurs discours, les interrogés croates posent donc la communauté croate en victime de la guerre. S'il n'y a bien évidemment pas lieu de remettre en cause le fait que les individus ont bel et bien été victime de la guerre, cette transposition à l'ensemble de la communauté est importante. Les discours laissent massivement transparaître une victimisation de l'ensemble des Croates, tandis que les Serbes sont désignés comme les bourreaux. Il s'agit probablement là d'un exemple de l'influence de la politique et du discours des responsables politique sur une thématique donnée. Cette vision manichéenne de l'histoire est relativement différente de ce que l'histoire aurait tendance à montrer. Ce fait observé peut être relié à la politique de communication mis en place par l'Etat Croate. Elle avait pour but d'attirer la sympathie internationale durant la guerre et de l'amener à l'aider financièrement et militairement. Depuis sa destruction, la ville de

Vukovar est un symbole du martyr Croate, le pays entier connaît bien son histoire et entretient comme une légende le souvenir des hauts faits des résistants croates. Cette ville est une pièce importante de l'imaginaire Croate lié à la guerre. Le symbole est d'autant plus important que la ville, qui était l'une des plus importantes de Yougoslavie¹, était autrefois synonyme de multiculturalisme. Sa destruction totale a marqué en quelque sorte la fin de la fraternité Yougoslave.

De leur côté, les Serbes désignent facilement la guerre comme une guerre civile. Nombre d'entre eux avaient des avoirs en Croatie : beaucoup avaient acheté des maisons sur la côte, certaines entreprises également avaient investi en Croatie. Comme partout dans les Balkans, les rétrocessions de ces biens après la guerre ont été très compliquées. Selon certaines de personnes consultées, ces investissements marquaient la foi que les gens avaient en la Yougoslavie. Il s'agit là d'un point de vue plutôt démocrate, Milosević, ne cachait pas ses intentions nationalistes. Pour certains, la guerre a été un événement complètement inattendu : les enseignements de Tito (fraternité et unité Yougoslave) avaient été si bien assimilés qu'ils jugent encore comme inexplicable les montées de nationalisme et les velléités indépendantistes, et les sécessions de la Croatie et de la Slovénie.

Les discours tenus durant le travail de terrain sont en accord avec les observations effectuées dans les espaces publics : la guerre des années 1990 est un sujet qui semble être relativement moins présent. Un sondage (cf annexe III) effectué sur l'ensemble de la Serbie participe à l'établissement de cette conclusion : les Serbes semblent peu conscients des différents crimes de guerres commis par l'armée Yougoslave (notamment « 79% [des sondés] ne connaissent pas la vérité [sur les bombardements de Dubrovnik] » et « 91% [des sondés] ne savent pas ce qui s'est passé à Ovčara »). Ce sondage n'est probablement complètement représentatif des faits observables en Voïvodine : considérant sa proximité géographique, il paraît peu probable qu'autant d'habitants de la Voïvodine soit ignorants des faits s'étant produits en Slavonie. Cependant, il présente une tendance, donne une idée de l'état d'esprit de la population serbe dans son ensemble.

Certains faits semblent témoigner d'une forme de négationnisme qui pourrait révéler un sentiment de culpabilité collective non assumée. En effet, nous pouvons imaginer qu'un sentiment de culpabilité assumé conduirait à une repentance. À l'inverse, un accusé qui ne se pense pas coupable se défend. Ces faits, en plus de l'absence de représentation de l'histoire récente dans la ville sont :

- Discours évitant le sujet des éventuelles tensions entre Serbes et Croates. La Voïvodine est perçue comme le territoire du multiculturalisme. La région dit, au nom de ce multiculturalisme, ne s'être jamais engagée ou avoir soutenue la guerre.
- Les discours recueillis à Novi Sad minimisent fortement l'impact des bombardements sur Novi Sad : « les bombardements ? Non, il n'y en a pas eu seulement un pont bombardé par l'OTAN »²

Dans l'ensemble du pays, il semblerait que la guerre soit encore perçue comme légitime. Malgré les injonctions du TPIY et les pressions de l'UE, la recherche et le jugement des criminels de guerres sont très long. Les jugements pour crimes de guerre donnent une mauvaise image de la guerre et participe à la rendre illégitime aux yeux des observateurs internationaux. La négation des faits dans les espaces publics participe à

¹ Note de justification

² Extrait de l'entretien avec Alexandar Prekodravac

une stratégie visant à ne pas empirer l'image de la guerre. En effet, en reconnaissant ses morts, la Voïvodine avouerait et devrait assumer une partie de la responsabilité des dérives de l'attaque de la Croatie, en parlant des tensions interethniques, elle devrait expliquer leur fondements et en prenant une position de victime dans le cas des bombardements, elle s'expose à devoir parler des raisons qui ont poussé l'OTAN à agir¹. La « protection de l'image de la guerre » argumente en faveur de la thèse considérant que la croyance en l'idéologie ayant conduit à la guerre est sinon ignorée, parfois encore soutenues par une frange de la population.

b) ...A relativiser

Les discours qui ont été tenus durant l'enquête de terrain sont à relativiser. D'après Nikolic-Ristanovic (2011), le discours en Serbie se construit selon une mécanique qui ne démontre ni un multiculturalisme induisant la tolérance interethnique, ni sur un silence traduisant une culpabilité assumée. Selon elle, les discours tenus distillaient des semi-vérité dans le un but de victimisation. Il s'instaure alors entre les ethnies une « course à la victimisation » : si le leader parvient à montrer que son ethnie à le plus souffert de violence, il lui donnera une raison de se venger. Ainsi se crée un cercle sans fin d'escalade de la violence. Nikolic-Rstanovic décrit donc cinq mécanismes qui dans le discours va dans le sens opposé d'une réconciliation :

- Les orateurs on tendance à ne pas prêter attention au discours dissonants du leurs ;
- L'accusation est leur principal ressort discursif;
- Ils entrent dans le jeu de hiérarchisation de la victimisation et ont une notion exclusive de la victime et des coupables;
- Ils dépersonnalisent les victimes (les victimes sont évoqués de manière abstraite);
- Ils acceptent une vérité partielle et simplifiée (vision manichéenne).

De ce fait, l'extrémisme du discours nationaliste de victimisation est de considérer que les Serbes criminels de guerre sont des héros nationaux, l'extrême anti-nationaliste consiste à reconnaître exclusivement les non-Serbes comme les victimes et les Serbes comme des criminels de guerre. Les deux sont des vérités partielles simplifiées et ne participent pas de la réconciliation Serbo-croate.

2.2. Les mémoires individuelles comme élément de déstabilisation du modèle collectif

Chacun des interviewés était suffisamment âgé pour avoir sa propre histoire de guerre et sa propre lecture des événements. Les mémoires collectives n'ont donc pas encore totalement pris le pas sur les mémoires individuelles.

En Croatie, comme en Serbie, le nationalisme reste bien présent. Les monuments observés sur le territoire croate sont profondément excluant vis-à-vis des Serbes, notamment à Osijek, où les monuments opposent l'ethnie croate, qui s'est battue pour son territoire, et les autres. Or, certains Serbes de Croatie se sont battus dans l'armée croate pour défendre leur famille et leur maison. Les récits de ce genre, s'ils

¹ Attention nous ne disons pas ici que les attaques de l'OTAN étaient ou non justifiée mais la raison donnée était de stopper la répression au Kosovo

étaient relayés, brouilleraient la version manichéenne de la guerre communément véhiculée en Croatie (les Serbes sont les « méchants » et ont attaqué les « gentils » Croates).

D'après les entretiens menés de part et d'autre de la frontière, le drame de Vukovar serait du à la convergence de deux politiques de guerre : d'un côté la Yougoslavie qui voulait faire de Vukovar un exemple (le sort réservé à la ville était une punition pour l'indépendantisme Croate¹) et de l'autre, l'Etat croate qui souhaitait attirer la sympathie internationale, pour obtenir son aide dans la guerre (la version officielle soutien que l'épisode Vukovar a permis à l'Etat, qui n'avait pas d'armée puisque se sentant légitime dans sa demande d'indépendance, de la constituer. Ce serait donc ce sacrifice qui a sauvé la Croatie). Cependant, le récit d'un ancien combattant Serbe, engagé dans l'armée Yougoslave car il croyait en l'idéal que la fédération portait, montre que certains soldats ne comprenaient pas le sens de la destruction² de Vukovar. Tous les Serbes ne sont donc évidemment pas à ranger parmi les nationalistes haineux. Ils ont été en partie manipulés par les discours qui prétendaient que la guerre visait à protéger l'héritage de Tito.

D'autre part, les représentations ethniques véhiculées ne sont pas -ou pas totalement- relayées par l'ensemble de la population. Le concept de protomémoire, c'est-à-dire des comportements attitudes inconscientes propres à un groupe semble correspondre à la situation décrite ici (les Serbes sont fondamentalement mauvais et coupable, les Croates sont leurs victimes). Cependant, certaines personnes rencontrées en avaient clairement conscience et donc parvenaient à éviter de faire les amalgames qu'on leur avait appris à faire. En effet, une étudiante Croate raconte que « quelque temps avant que la guerre n'éclate, on a vu à l'école d'importants changements : on nous a demandé d'aller à la messe (pour une fille de communiste, il s'agissait d'un changement important !), on nous enseignait qu'il y avait d'importantes différences, culturelles mais également phénotypiques entre Serbes et Croates, que les Serbes étaient « mauvais »... ». « Consciemment, je sais que c'est faux, mais parfois, inconsciemment les amalgames se font ». Cependant, une partie de cette capacité à prendre du recul sur la mémoire ethnicisée peut probablement être imputée à un autre collectif : celui de la famille.

Ainsi les contradictions liées à la perception de la guerre sont partout, dans les mémoires collectives, comme chez les individus.

Ces représentations contradictoires vont jusqu'à créer de véritables fractures dans la société : notamment entre les adeptes de la victimisation et ceux qui ne la pratiquent pas³.

.3. Propositions

Ce rapport a permis de montrer l'impact de la représentation de la mémoire collective sur les relations interethniques. Une modification de ces représentations

1

Kristina Babic : « Dans l'esprit Serbe, Vukovar était une façon de dire : 'tenez, vous avez voulu l'indépendance et bien nous vous envoyons ces paysans (Tchetniks) pour vous brûler' »

² Nemanja Kostic : « pour mon père, qui a combattu à Vukovar, cette bataille n'avait aucun sens militaire stratégique, ils n'ont fait que pilonner des mois durant une ville qu'ils auraient pu prendre en deux jours »

³ Selon Nada Jovanovic

participerait à un changement de paradigme identitaire et serait donc un pas vers la réconciliation. Nous avons également montré que les espaces publics reflétaient les représentations majoritaires dans les esprits. Il semble désormais indispensable pour la Croatie et la Serbie de travailler sur ces représentations.

Une action menée dans un objectif de réconciliation dans les espaces publics fait partie intégrante de ce travail sur les représentations. Cependant, le problème ne réside pas uniquement dans la forme de ces institutions mémorielles. Trois questions se posent : Comment faut-il agir ? Qui doit agir ? Quel est le message à transmettre ? Nous verrons que les responsables politiques ont un grand rôle à jouer, notamment à l'échelle locale, mais qu'ils n'en ont pas toujours conscience.

3.1. La sphère politique doit participer à un changement de paradigme identitaire.

A priori, les Balkans ne constituent plus une zone de guerre. Les accords de paix ont été signés il y a déjà longtemps. Cependant, d'après Nada Jovanovic, les esprits ne sont toujours pas démilitarisés. La guerre est encore bien présente, pèse sur l'économie comme sur les consciences. L'Etat croate accorde de nombreux privilèges aux anciens combattants et aux enfants des disparus, qui sont, de l'avis de certains, bien supérieur à ce qui serait normal d'accorder, en particulier étant donné la situation économique du pays¹. De plus, alors que le nombre d'anciens combattants en vie est estimé à environ 150 000, ils sont 450 000 à se déclarer anciens combattants et à percevoir les indemnités. Il faut de plus se rappeler que la Croatie compte seulement 4 millions d'habitants. Ces anciens combattants se perçoivent et se présentent avant tout comme tel, avant d'être pères de famille, ouvriers...² C'est notamment à ce niveau que doit se faire le changement de paradigme identitaire. Une relativisation de cet aspect de leur identité par rapport à d'autres pourrait favoriser la pacification des relations interethniques. Ces anciens combattants ont une place importante dans la sphère publique. A l'échelle individuelle, il n'est pas rare d'entendre les Croates dire que si les espaces publics et les bars sont si bien remplis, « c'est parce que les anciens combattants doivent bien occuper leur temps et dépenser leurs pensions ! » Leurs statut d'ancien intouchables attire donc quelques jalousie. Cela participe donc à l'établissement de nouvelles fractures dans la société. Ils ont également une place importante dans le débat public, le parti des anciens combattants étant très important et soutenu par beaucoup, du fait de leur aura de héros de guerre. Leur parti est nécessairement nationaliste, puisqu'ils se sont battus pour une Croatie libre et « ethniquement pure ». C'est donc tout un changement de mentalité qui doit s'effectuer. Dans ce changement, les politiques publiques ont un rôle important à jouer : le message qu'ils choisissent de renvoyer, les politiques éducatives et sensibilisatrices qu'ils mènent pourraient avoir un impact au moins aussi important que les politiques nationalistes menées jusque là.

Tout d'abord, les responsables politiques doivent se sentir concernés et s'impliquer dans le travail de réconciliation. En effet, la lassitude est parfois perceptible dans les discours des politiques lorsqu'il s'agit de la guerre et de la nécessité de la réconciliation : pour eux la réconciliation est un sujet secondaire. Le travail de

¹ Par exemple, les enfants de soldats morts au combat reçoivent 1500 euros par mois jusqu'à la fin de leurs études, en plus des indemnités classiques que reçoivent les familles de victimes. Il faut savoir qu'en Croatie, le salaire moyen est de 548 euros et les besoins moyens d'une famille de 4 personnes s'élèvent à 786 euros (source : www.indexmundi.com).

² Selon Nada Jovanović

réconciliation semble être laissé aux ONG. La plupart des gens pensent que l'économie est une priorité et que si l'économie repart, la réconciliation se fera naturellement. Blondel explique que « cette position s'inscrit dans une logique néolibérale : la paix serait le résultat direct et immédiat de la croissance économique et de la coopération » (Blondel, à paraître en 2012). Pour eux, les conflits belges n'ont aucun sens¹, car dans un pays économiquement fort les tensions ne devraient pas exister. Cette approche du développement économique a déjà été menée à la frontière entre Irlande du Nord et du Sud, pour la réconciliation entre catholiques et protestants. Cyril Blondel cite à ce sujet le travail de Diez et Hayward. Ils montrent que la stabilité en Irlande a bien été obtenue par grâce à un travail basé sur l'idée selon laquelle un développement économique commun mènerait à une réconciliation. Cependant, la paix ainsi acquise est extrêmement fragile. En effet, certains acteurs, qui ont moins bénéficié de ces effets économiques voient dans le retour aux politiques ségrégationnistes une possibilité d'amélioration.

Une politique de réconciliation indirecte c'est-à-dire basée uniquement sur l'économie semble donc insuffisante. Elle est certes plus facile à mettre en place car, les acteurs le disent très bien « business is business ». La formule est régulièrement et largement employée et montre bien que pour le développement économique, il n'y a pas besoin d'être « bon copain » ou d'impliquer les sentiments dans les affaires. En d'autres termes, ce qu'avancent les investisseurs de la région c'est qu'on peut se détester ou même s'ignorer complètement tout en signant des contrats. Cependant, le travail d'après guerre doit passer par des politiques réconciliatrices plus directes. A l'échelle nationale toutefois, des gestes très symboliques sont faits : la venue du président Tadic à Vukovar était un symbole très fort. Cependant, à l'échelle locale, les responsables politiques considèrent que le travail sur la réconciliation doit venir de l'Etat. Il semble pourtant que le rôle qu'ils pourraient jouer est loin d'être secondaire (quelques propositions seront faites dans la suite). La première chose serait donc une prise de conscience des acteurs locaux sur leur potentielle influence dans les processus de réconciliation.

Il nous semble que les processus de réconciliation doivent être multi-scalaire -à l'échelle nationale comme à l'échelle locale, des actions peuvent être menés pour construire une mémoire collective allant dans le sens de la réconciliation- et à la fois directe et indirecte -la politique économique ne suffit pas, il faut un travail de réconciliation direct, comme par exemple un travail sur la construction identitaire (pour minimiser les processus d'identification ethniques exclusifs) et la mémoire (pour favoriser les débats contradictoires interethniques sur l'histoire récente).

3.2. Une stratégie mémorielle est à mettre en place

a) Une action sur les espaces publics est nécessaire...

Dans aucune des villes étudiées il n'existe une stratégie ou une politique spécifique aux institutions mémorielles. A Vukovar notamment, les personnes interrogées regrettent cette absence.

Deux points semblent être primordiaux pour inclure le travail sur les espaces publics dans le travail de réconciliation.

Tout d'abord, une grande partie du travail consiste en la révision du message transmis par les institutions patrimoniales. Les monuments devraient être conçus pour ne

¹Selon Predrag Đurić

pas être excluants envers d'autres communautés. Les monuments transmettent une énergie nationaliste au lieu au contraire d'être là pour remémorer aux gens les dérives auxquelles conduisent les propagandes ethniques. D'autant qu'en opposant aussi clairement les Serbes et les Croates, ces monuments nient la complexité des réalités.

De plus, afin d'éviter la présentation manichéenne (« méchants Serbes » contre « gentils Croates ») dans les institutions à valeur informatives, notamment au musée de la guerre de Vukovar, il suffirait d'élargir la période de temps décrite. Cela permettrait de montrer la complexité des événements.

b) ...ainsi que sur les représentations

Ce travail sur les espaces publics sera d'autant plus efficace et cohérent si, en amont, la représentation collective de la mémoire a été repensée.

A l'échelle locale, les représentants de la collectivité peuvent par exemple choisir changer de façon de communiquer à propos de la guerre. Une ONG Serbe, l'Action Collective pour la Vérité et la Réconciliation¹ propose une nouvelle façon de traiter du passé récent. Cette méthode a été mise en place à sa demande par la Société de Victimologie de Serbie. Il s'agirait dans les discours de :

- Ne pas construire leurs discours autour d'accusation envers telle ou telles ethnies ;
- Ne pas ethniciser les victimes (les Croates ont souffert durant la guerre...);
- Ne pas utiliser une approche quantitative pour estimer les souffrances, par exemple en disant à Vukovar, X% de l'ethnie A a perdu sa maison, ce qui est d'avantage que pour l'ethnie B, dont Y% a perdu sa maison. A l'échelle de l'individu une telle quantification apparaît comme inacceptable.

Non seulement les responsables politiques peuvent agir pour diffuser ce modèle dans toute la fonction publique, mais également engager des campagnes de sensibilisation impliquant l'ensemble de la population.

En ce qui concerne l'éducation, effectivement, en Croatie, les politiques d'éducation viennent obligatoirement de l'Etat, cependant en Voïvodine, le récent transfert de compétence de l'Etat à la province est maintenant effectif. Le parlement de Voïvodine est donc en charge de la politique d'éducation de la province. De plus, en Croatie, il existe un livre d'histoire officiel mais les enseignants sont libres d'en utiliser d'autre. Les responsables politiques ont la possibilité de sensibiliser les enseignants sur ce qu'ils enseignent et sur les supports utilisés. Des ONG travaillent sur l'écriture de livres visant à rétablir une vision historique non-nationaliste. Ce travail est également conduit en Serbie. Il semble donc qu'il existe là une possibilité d'action pour concrétiser dans le quotidien pour un groupe cible (les enfants) les bonnes intentions affichées dans les discours par les présidents actuels en Serbie et Croatie.

D'autre part, à Vukovar, les politiques concernant le tourisme ont peu d'emprise réelle sur lui. Il serait probablement intéressant de faire en sorte que la volonté publique soit mieux respectée et éviter de présenter la ville uniquement comme étant le théâtre d'épurations ethniques conduites par les Serbes.

Il est cependant évident que ce travail serait bien plus efficace après une pleine reconnaissance et mise à jour de tous les faits historiques. La construction d'une version

¹ En Serbe : Zajednicka Akcijaza Istinu i Pomirenje (ZAIP)

historique la plus objective possible est point extrêmement important et un sujet sensible. C'est d'ailleurs dans ce but que le TPIY¹ a été créé. A en juger par la lenteur et la difficulté posées par les procédures et la résistance opposée par les différents gouvernements² (soutenus par les populations dans ce sens), ainsi que par la corruption notable et généralisée de l'Etat, la démarche sera difficile. Partout et à toute époque, l'Etat a participé dans l'écriture de l'histoire selon ses intérêts, passant certains points sous silence. Toutefois, dans un l'idéal d'un Etat démocratique, le débat public permet d'établir une version historique à laquelle toutes les parties concernées ainsi que des éléments neutres (telle que devrait l'être la communauté internationale) ont participé. L'Etat n'a donc qu'un seul rôle à jouer dans ce processus, il doit encourager et garantir ce débat, en aucun cas y participer lui-même (cf 32.b) La construction d'un Etat de droit intégré dans l'Union Européenne).

3.3. Les potentialités offertes par l'entrée en Europe et la construction de l'identité Européenne

a) La construction d'un Etat de droit intégré dans l'Union Européenne

De nombreux élus et acteurs du développement territorial le déclarent : l'Union Européenne sera un vecteur de paix et de stabilité politique pour les Balkans. En effet, le projet Européen est conçu sur l'idée selon laquelle l'interdépendance créée entre les économies les rendra plus forte face à la mondialisation, mais également protégera la paix de façon durable (Pax Europea).

Au delà de cet aspect économique, l'Union Européenne peut participer à la création d'un Etat de droit et d'une démocratie stable en relançant la construction mémorielle et identitaire en Serbie et Croatie. Ce serait intégrer l'approche directe qui a été évoquée plus haut.

Comme il a déjà été signalé, une réconciliation pleine et entière ne pourra résulter que de l'établissement et de la reconnaissance des faits historiques par les deux Etats. Ces faits historiques pourront être établis à condition qu'un débat démocratique soit garanti. L'Union Européenne pourrait jouer un rôle important à ce niveau, en permettant ce débat public voire en participant à son financement.

De plus, ce rôle pourrait être plus important encore : adhérer à l'Union Européenne c'est bien sûr adhérer à un projet économique mais c'est également adhérer à un projet, certes toujours en construction, de communauté de peuples unis. Ce projet se dirige désormais vers le franchissement d'une nouvelle étape dans l'Européanisation : la construction d'une identité et d'une mémoire commune. En cas d'adhésion, ils seraient soumis aux mêmes problèmes que tous les autres pays Européens. Ces problèmes rencontrés sont sensiblement les mêmes que pour la Serbie et la Croatie (qui n'en son, par certains côtés, qu'un reflet exacerbé et récent). En effet, les pays Européens ont construit leurs limites, leur identité et leur mémoire nationale à partir de guerres et de souffrances qu'ils se sont infligés les uns aux autres. Les mémoires collectives vont avec leurs lots de dénis, d'impasses historiques et de frustrations. Désormais, il s'agit de reconstruire ces mémoires collectives, car d'après Schnapper « on peut élaborer une mémoire commune par-delà la diversité ou l'opposition des

¹ Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie

² Les gouvernements ont souvent accusé la communauté internationale d'ingérence. Ces mêmes gouvernements sont soupçonnés de permettre la fuite d'anciens généraux cités à comparaître devant le tribunal ou de cacher les documents les incriminants.

histoires nationales » (Schnapper, 2008), une mémoire qui, d'après Möller, « ne serait pas uniquement marquée par des catastrophes, il faut qu'elle le soit aussi par les conséquences tirées de ces catastrophes » (Möller, 2008).

Le projet de construction identitaire Européen pourrait être extrêmement ambitieux, en quittant le modèle de construction traditionnel national, basé sur une langue, des paysages... commun. Cette identité pourrait être basée sur un projet commun et sur des valeurs communes (Schnapper 2008).

L'exemple de la réconciliation Franco-allemande, qui a amené ces deux pays à poser les bases de l'Union Européenne, peut être pris et sera explicité dans la partie 33.

b) Le potentiel de la coopération transfrontalière dans la construction de la mémoire commune

Plus concrètement, la coopération transfrontalière peut d'ores et déjà constituer un levier d'action intéressant. L'étude des éléments mémoriaux sur le terrain de recherche l'a montré, l'histoire n'est pas un sujet prêtant au dialogue transfrontalier. Pourtant, il existe un réel potentiel dans les politiques transfrontalières pour mener à bien le travail sur la mémoire collective. Ce travail pourrait se faire non seulement au niveau transnational mais également au niveau transfrontalier, grâce aux projets de coopération financés par l'Union Européenne.

Si un dialogue s'instaure en faveur d'une prise de responsabilité partagée sur les conflits des années 1990, une coopération entre les Etats permettrait par exemple de mettre en place des politiques éducatives communes.

Sur le terrain d'étude, des projets de coopération transfrontalière sont déjà en cours dans différents domaines. Certains portent d'ailleurs sur le tourisme, sans toutefois aborder le sujet du tourisme de guerre. Un potentiel important reste donc à exploiter. Une stratégie mémorielle construite en commun pourrait permettre d'éviter qu'elle ne montre qu'une seule version de l'histoire. Les acteurs seraient alors obligés de confronter leurs points de vue afin de trouver un consensus. Cependant si les parties ne font pas preuve d'une grande volonté de construire une vision commune, il est possible que les accords aboutissent à des stratégies peu ambitieuses. Pour éviter cet écueil, cette stratégie pourrait s'inspirer de l'exemple franco-allemand, avec par exemple la construction d'un mémorial en commun. Un lieu de mémoire commun serait un premier pas pour construire une mémoire non opposée et pacifiée entre les deux ethnies. Il pourrait s'inspirer du mémorial commun entre l'Alsace et la Lorraine

D'autre part, un musée présentant l'histoire de la Slavonie et de la Voïvodine témoigneraient bien évidemment des conflits et des guerres mais également des périodes historiques durant lesquelles les divisions ethniques n'existaient pas encore, ni les séparations étatiques telles qu'on les connaît. La période de la Yougoslavie par exemple, était certes une dictature, cependant une partie de l'idéologie était très positive (même si sa mise en œuvre était totalitaire) : Tito encourageait les peuples slaves à se considérer comme frères.

CONCLUSION

Dans le présent mémoire, notre attention c'est portée sur le processus de réconciliation entre Serbes et Croates et l'importance du rapport à la mémoire dans ce processus. Le parti pris dès le début de ce travail de recherche a été celui d'étudier les institutions mémorielles, en posant l'hypothèse que ces éléments transcrivent en partie les représentations collectives restées nationalistes de l'histoire mais qu'elles ont également le potentiel de les influencer.

L'étude théorique préalable a permis de dégager des notions utiles à l'étude du lien entre les institutions mémorielles et la réconciliation. La clarification et l'interdistinction de ces notions était primordiale pour la pleine compréhension du rôle des institutions dans les processus de réconciliation :

Les institutions mémorielles : elles ont été identifiées comme étant les éléments faisant référence à des événements historiques dans l'espace public, c'est-à-dire les lieux de mémoire et les musées.

La représentation mémorielle étatique : il s'agit de la version officielle de l'histoire produite par l'Etat,

La représentation collective de la mémoire : elle est constituée par la représentation mémorielle étatique et les mémoires individuelles. Elle est une image revendiquée de la mémoire par le collectif, une production discursive,

Les villes de Vukovar, Osijek, Novi Sad et Subotica, situées dans l'espace transfrontalier Serbo-croate ont constitué un terrain d'étude intéressant. A travers l'observation directe, les rencontres avec les acteurs institutionnels et plus largement les habitants, il a été possible d'étudier avec précision les notions questionnées au cours de l'analyse théorique.

Il ressort de cette recherche que les institutions mémorielles participent à la pérennisation des tensions interethniques au sein de territoire d'étude en instituant les politiques de communications et la version historique partielle produite après guerre. Ces institutions révèlent des approches fondamentalement différentes : la victimisation et l'exacerbation du nationalisme en Croatie et l'indifférence en Serbie, liée à la volonté de faire admettre des culpabilités équivalentes entre Serbes et Croatie qui permettrait de faire table rase de l'histoire récente dans l'espace public.

La dernière partie de ce rapport nous a permis d'ébaucher des pistes conduisant à la modification des représentation mémorielles dans l'espace public de façon à ce qu'elles facilitent un processus de réconciliation. Parmi ces pistes, la sensibilisation des représentants politiques de l'impact direct que pourrait avoir leur action dans les processus de réconciliation semble être celle qui pourrait avoir le plus de portée à cours terme. A plus long terme, l'entrée en Europe de la Serbie et de la Croatie pourrait favoriser la construction d'une identité collective européenne, fondée sur une mémoire collective apaisée, mais également et surtout sur des constructions civiques allant dans un même sens.

BIBLIOGRAPHIE

- AVANZA, M et LAFERTE, G (2005) *Dépasser la « construction des identités ? »*, Genèse 61
- BARBIER et als (2011), *La coopération transfrontalière Serbie-Croatie, Potentialités, Enjeux, Réalités*, Rapport d'atelier, DA5, encadré par Blondel C., Polytech'Tours
- BECK, U. (2007) *La condition cosmopolite et le piège du nationalisme méthodologique*, in Wiewiorka, M. Les sciences sociales en mutation, Sciences humaines, Auxerre
- BLONDEL C. (à paraître) *La coopération transfrontalière un levier potentiel de la réconciliation interethnique en ex-Yougoslavie ? Discussions conceptuelles et théoriques*
- CANDAU, J. (1998) *Mémoire et identité*, Presses universitaires de France, Paris
- CLAVAIROLLE, F (à paraître) *Faire le patrimoine* in Bertheleu. H (dir.), Mémoires des migrations, patrimonialisation et citoyenneté
- DIECKHOFF A, et JAFFRELOT, C. (2006) *Représenter la nationalisme. Théorie et pratiques*. Sciences Po, Les Presses.447p.
- DI MEO G. (2008) *Le Rapport Identité/Espace - Eléments Conceptuels et Méthodologiques*. 1-13. Bordeaux: Université Montaigne Bordeaux 3.
- DIMITRIJEVIC, D. (2002) *Frontières symboliques et altérité : les guerres en ex-Yougoslavie*, Etudes Balkaniques 9, 93-113
- GARDE P. (2004) *Le discours balkanique, Des mots et des hommes*, Paris : Fayard,
- GARDE P.(2004) *Les Balkans : héritages et évolutions* , Paris : Flammarion, 2010
- GRAVARI BARBES, M. (2003) *Le patrimoine territorial. Construction patrimoniale, construction territoriale : vers une gouvernance patrimoniale ?* in Beauchard, La mosaïque territoriale, Editions de l'aube
- GOSSIAUX, J.F. (2002) *La fin des Yougoslaves ou l'ethnicité toujours recommencée*. Anthropologie et Sociétés 26, no. 1 : 53-68
- KUBLI, O. (1998) *Du nationalisme yougoslave aux nationalismes post-yougoslaves*, L'Harmattan, Paris Montréal
- KRULIC J. (1993) *Histoire de la Yougoslavie de 1945 à nos jours, Bruxelles »* : Ed. Complexe, 1993.

MÖLLER H. (2008) *Mémoire historique et identité nationale*, in Centre d'Analyse et de Prévision du Ministère des Affaires Etrangères (eds), *Identité et mémoires*, CulturesFrance

MOREAU DEFARGES, P. (1999) *Repentance et Réconciliation*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques

PUCEK, F. (1990) *Matica hrvatska*, Varaždin

QUIVY, R et VAN CAMPENHOUDT (1995, 2002), *Manuel de recherche en science sociales*, Dunod, Paris

RUPNIK, J. (2007) *Les Balkans et la pax europea, entre protectorats et integration*, in Rupnik, J. *Les banlieues de l'Europe*, Presses de Sciences Po, Paris

SCHNAPPER D. (2008) *Mémoire et identité au temps de la construction européenne*, in Centre d'Analyse et de Prévision du Ministère des Affaires Etrangères (eds), *Identité et mémoires*, CulturesFrance

WEBOGRAPHIE

Academic, fr.academic.ru

TABLE DES FIGURES

Figure 1 : Schématisation des différents concepts de « vivre ensemble ».....	22
Figure 2 : Schématisation des facteurs du développement du nationalisme	22
Figure 3 Définition de la nation.....	23
Figure 4 Les lieux de mémoires : un concept au croisement entre identité, territoire et mémoire.....	29
Figure 5 Le territoire transfrontalier : un territoire au sein duquel les frontières se superposent.....	33
Figure 6 : Les liens directs et indirects entre les institutions patrimoniales et la réconciliation.....	36
Figure 7 : Les liens (directs ou indirects) entre institutions mémorielles et représentations collectives de l'histoire.....	37

TABLE DES PHOTOGRAPHIES

Photographie 1 Impacts d'obus sur les façades la ville	43
Photographie 2 : La galerie d'art d'Osijek (avenue de l'Europe).....	44
Photographie 3 Le monument au mort d'Osijek	45
Photographie 4 Plaques dédiés aux tués durant la guerre.....	46
Photographie 5 Statue d'Ante Starcević.....	47
Photographie 6 : Une maison de centre ville à Vukovar	49
Photographie 7 : Le château d'eau de Vukovar.....	50
Photographie 8 : Les maisons écroulées.....	51
Photographie 9 : Monument aux morts	52
Photographie 10 : Le château des ducs de Elts.....	53
Photographie 12 : Reconstitution du vécu des réfugiées de l'hôpital de Vukovar	54
Photographie 11 : Entrée du mémorial de l'hôpital de Vukovar	54
Photographie 13 : Salle centrale du mémorial de l'hôpital de Vukovar.....	55
Photographie 14 : Couloir commémoratif pour les raflés de l'hôpital	55
Photographie 15 : Intérieur de la grange d'Ovcara.....	56
Photographie 16 Tombes des morts durant le siège de Vukovar.....	57
Photographie 17 : Tombes des disparus	58
Photographie 18 : La croix d'air.....	58
Photographie 19 : Monument commémoratif du charnier d'Ovčara.....	59
Photographie 20 : Monument commémoratif du charnier d'Ovčara (2)	59
Photographie 21 : Le musée de la guerre (1).....	60
Photographie 22 : Le musée de la guerre (1).....	60
Photographie 23 : Les armes serbes	61
Photographie 24 : Le centre ville-de Vukovar en soirée	63
Photographie 25 : Les piles d'un des ponts détruit pendant la guerre	63
Photographie 26 : Plaque commémorant le mort dans les bombardements de Novi Sad.....	64
Photographie 27 : Mémorial de la 2 ^{nde} Guerre Mondiale de Subotica.....	65

TABLE DES CARTES

Carte 1 : Les frontières des empires ottoman et austro-hongrois au XVIIIème siècle	10
Carte 2 : Les frontières stabilisée de pays prêts à rentrer en Union Européenne	13
Carte 3 : Localisation du territoire d'étude.....	35

TABLE DES MATIERES

Avertissement	3
Formation par la recherche et projet de fin d'études	4
Remerciements	5
Sommaire	6
Introduction	7
Partie 1	9
La Serbie et la Croatie : le lendemain difficile d'une guerre dite interethnique	9
.1. L'histoire Serbo-croate conditionne fortement les relations institutionnelles et interpersonnelles actuelles	10
1.1. <i>Un nationalisme né sous les dominations Ottomanes et Austro-hongroise</i>	10
1.2. <i>La Serbie et la Croatie au XXème siècle</i>	11
1.3. <i>La normalisation des relations et l'entrée en Europe</i>	13
.2. La construction identitaire en Serbie et Croatie	16
2.1. <i>La construction identitaire, l'ethnicité et leur utilisation nationaliste</i>	17
2.2. <i>Le lien entre la construction des identités et la mémoire</i>	23

2.3.	<i>L'importance de l'espace dans la construction identitaire</i>	27
	Partie 2	31
	Proposition pour l' étude de l'impact des représentations mémorielles sur les relations interethniques	31
1.	La définition d'un périmètre d'étude pertinent	32
1.1.	<i>Le territoire transfrontalier : un concentré des enjeux de réconciliation</i>	32
1.2.	<i>Un territoire transfrontalier riche de son particularisme historique</i>	33
1.3.	<i>Un focus sur des territoires urbains</i>	34
.2.	Par quel biais comprendre et analyser les institutions mémorielles ?	36
2.1.	<i>Des points forts à étudier</i>	36
2.2.	<i>Quelles entrées pour une étude qualitative du sujet ?</i>	38
	Partie 3	42
	Une analyse de la transcription de la mémoire dans l'espace public	42
1.	Les lieux mémoriaux participent à la cristallisation des rancœurs	43
1.1.	<i>Une omniprésence de la guerre dans l'espace public Croate</i>	43
.2.	Une représentation qui n'est pas toujours le relais de réalités mémorielles	67
2.1.	<i>Une mémoire collective radicalisée par les enjeux politiques</i>	67
2.2.	<i>Les mémoires individuelles comme élément de déstabilisation du modèle collectif</i>	69
.3.	Propositions	70
3.1.	<i>La sphère politique doit participer à un changement de paradigme identitaire.</i>	71
		84

3.2. <i>Une stratégie mémorielle est à mettre en place</i>	72
3.3. <i>Les potentialités offertes par l'entrée en Europe et la construction de l'identité Européenne</i>	74
Conclusion	76
Bibliographie	77
Webographie	79
Table des figures	80
Table des photographies	81
Table des cartes	82
Table des matières	83

ANNEXES

Questionnaire aux touristes

Penser aux données statistiques : genre, âge, profession, nom, ville dans laquelle ils vivent, nationalité, statu marital.

« Renseignements généraux » : *Where do you come from? Why did you decide to come here? How often do you come here?*

What do you think about the region?

What did you think about this visit? How did you like it? What could be improved? (Don't you think it is not a bit nationalist or is it perfect as it is?)

May you synthesize in a few sentences what you learn from it?

What did you know about Croatia (Serbia) (Slavonia/Vojvodina) before coming? What did you learn from your stay (To what extent did your stay change your initial perception of the region/country)?

What did you know about the homeland/civil war (ou last ethnic conflict) before coming here? What have you learnt during your travel?

(Devoir de mémoire) Do you think this memorial is important for people to remember the homeland war/conflict? What else should be done according to you? Do you think it would possible to imagine other ways to maintain the memory of this period?

What does mean for you the duty to remember/responsibility of remembrance? (the moral duty never to forget)

Do think it could be good to have common memorials? (Such as the Franco-German's one)

Would you be in favor of a memorial on a longer period of time (memorial Alsace-Lorraine)?

How do you see Vukovar in a few years, the region?

Is there something you would like to add to this interview?



Introduction travail sur projet Européen, culture tourisme et patrimoine.

Questionnaire à destination des professionnels:

What the EU/cooperation can bring to (Croatia / Serbia / The border region) according to you, in the actual situation and after the accession (faire attention à ce qui apparaît en premier)

What does mean for you the duty to remember/responsibility of remembrance?

Pour les porteurs de projets :

Questions concernant la concertation et l'animation autour du projet :

Did you involve Croats /Serbs during the project building? How did you manage to introduce the project to the public? Was it a sensitive topic to speak about cross-border cooperation?

Pour les élus:

Why is there so much building which are not rebuild? (with bullets...etc.)

ou

We can see that everything is rebuilt everywhere, how did the town manage to do so? Was it important for people to do it fast?

What is the educational (touristic, cultural) program of your region? How is it linked with History? How is it linked with the duty to remember?

Do you have touristic/educational/cultural project built in cooperation with Serbia (Croatia)?

L'organisation du devoir de mémoire dans l'espace public

What are the main historical tracks/ references to recent history in the public space of your city?

Is there a special policy for it? How do you deal with that?

How is it going to evolve?

How does it must evolve?

Do you think that the cross-border projects can be a good way to build a common memory?

Faire commenter le sondage réalisé en Serbie, le classement de l'AFP.

Is there something you want to add to this interview?

REVUE DE LA PRESSE CROATE

19 FEVRIER 2011



➤ SERBIE

UN GRAND SONDAGE SUR DES EVENEMENTS HISTORIQUES, DONT L'AGRESSION CONTRE LA CROATIE

Selon un sondage effectué au printemps dernier par l'agence *Ipsos* de Belgrade, sur un échantillon de 1066 sondés de toutes les parties de la Serbie, 40 % des Serbes ne savent pas qui est responsable du bombardement de Dubrovnik, tandis que 14 % pensent que cette ville croate n'a subi aucun bombardement. Si on y ajoute ceux qui considèrent que les Croates ont organisé eux même l'agression contre cette ville, 79 % ne connaissent pas la vérité. Encore pire, 91 % ne savent pas ce qui s'est passé à Ovcara tandis que 30 % n'auraient jamais entendu parler du massacre serbe des Musulmans à Srebrenica.

Quelque 70 % estiment que la Serbie a toujours mené des guerres de libération, tandis qu'une moitié sont d'accord avec la thèse que ces 200 dernières années, la Serbie était toujours du bon côté.

Pour 40 % des sondés, les tchetniks étaient des antifascistes. 65 % estiment toutefois que les tchetniks de Draza Mihailovic ont commis des crimes contre les civils.

69 % regrettent la dissolution de l'ex-Yougoslavie, événement dont les Croates seraient principaux coupables (d'après 70 % des sondés). En matière de responsabilité des hommes politiques, il y a quand même 50 % des Serbes qui blâment Slobodan Milosevic de la disparition de la Yougoslavie. Il est suivi par Franjo Tudjman (48 %). (JL du 19/02 p. 8-9)

Directeur de recherche :
Blondel Cyril

Hervé Clémentine
Projet de Fin d'Etudes
DA5
2010-20011

Titre : La transcription de l'histoire dans les institutions patrimoniales

Résumé :

En proie à de violents conflits dans les années 1990, les pays des Balkans ont longtemps été au cœur de l'actualité internationale récente.

Aujourd'hui, les frontières de ces derniers nés des Etats Européens sont en partie stabilisées. L'heure est désormais à la réconciliation et à la reconstruction économique. Les événements des années 1990 ne sont cependant pas encore envisagés sereinement dans la région. L'importance de ces événements dans les esprits semble encore forte et mobilise de nombreux chercheurs et ONG. Il s'agit avant tout d'encourager la cohabitation des différentes ethnies sur le territoire et de favoriser une réconciliation interethnique. Dans ce travail de réconciliation, le rapport au conflit et aux événements qui y ont mené sont importants à analyser.

Le parti pris dès le début de ce travail de recherche a été celui d'étudier les institutions mémorielles, en posant l'hypothèse que ces éléments transcrivent en partie les représentations collectives restées nationalistes de l'histoire mais qu'elles ont également le potentiel de les influencer.

La problématique centrale guidant cette recherche est : Dans quelle mesure les institutions patrimoniales contribuent-elles au rapprochement interethnique dans l'espace transfrontalier ?

Mots clés +mots géographiques

Croatie, Serbie, mémoire, réconciliations, patrimoine, institutions mémorielles, représentations collectives de la mémoire